



LA PRESSE

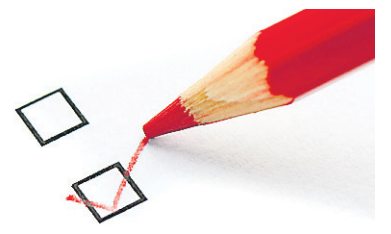
EXCLUSIF

SONDAGE CROP-LA PRESSE

LE PQ PERD DU TERRAIN

Mais le taux de satisfaction du gouvernement Charest reste à son plus bas.
PAGES A2 ET A3

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE



ÉLECTIONS EN ALBERTA

SURPRISE!

Les conservateurs restent au pouvoir.

LA PRESSE À CALGARY
PAGE A15



Marie-Carmelle Julien

ADOLESCENT HAPPÉ PAR UN CHAUFFARD DANS SAINT-MICHEL

« IL A TRAITÉ MON FILS COMME UN CHIEN »

La mère de Markenzi, mort vendredi dernier, n'en revient pas que l'accusé de délit de fuite, au lourd passé criminel, ait été mis en liberté. CAROLINE TOUZIN PAGE A16

PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE

CINÉMA

STARBUCK FAIT UN PETIT À HOLLYWOOD

Ken Scott fera une nouvelle version de son film pour la maison de production de Steven Spielberg. ARTS

MARATHON DE MONTRÉAL

LA COURSE AUX PROFITS

La vente de l'événement à des intérêts américains est-elle une bonne chose?

AFFAIRES



CRISE ÉTUDIANTE

ALAIN DUBUC

SIX PISTES DE SOLUTION

DÉBATS
PAGE A21

RIMA ELKOURI

JE CÈDE MOI NON PLUS

Après 71 jours de grève étudiante, l'appel à la trêve et à la négociation lancé hier par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, ressemblait à un aveu d'échec de son gouvernement.

PAGE A7



Les Sénateurs ont compté tard en troisième période. Mais en vain.

PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

SÉRIES DE LA COUPE STANLEY

LES RANGERS S'ACCROCHENT

New York et Ottawa ont rendez-vous jeudi pour un septième et ultime match.

LE BILLET DE FRANÇOIS GAGNON SPORTS



PIERRE FOGLIA
RIRES DE PLUIE
PAGE A10

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE

Sarkozy comprend maintenant l'expression « avoir la plote à terre ».

Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte



VOYEZ MAINTENANT. ÉTALEZ VOTRE PAIEMENT JUSQU'EN 2017!

2012
2013
2014
2015
2016
2017



Dr Pierre Demers
M.D., FRCSC
Plus de 40 000 interventions

Dr Avi Wallerstein
M.D., FRCSC
Plus de 50 000 interventions

Dr Mark Cohen
M.D., FRCSC
Plus de 50 000 interventions

LASIK MD
VISION

CORRECTION DE LA VUE AU LASER

À partir de

490\$

par œil*

LASIK 100% laser disponible

Consultation GRATUITE

1 877 768-9888

www.lasikmd.com

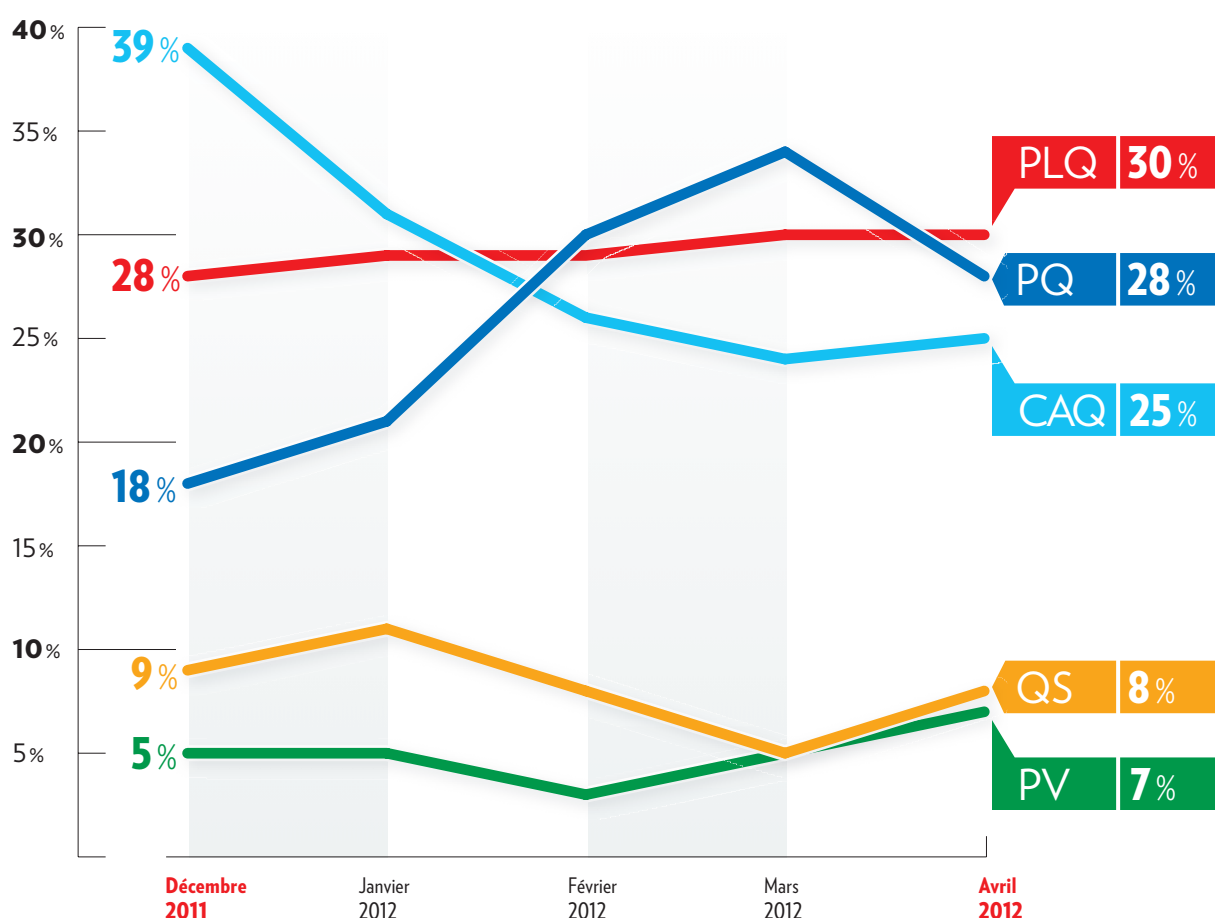


POINTE-CLAIRE • LAVAL • MONTRÉAL • BROSSARD

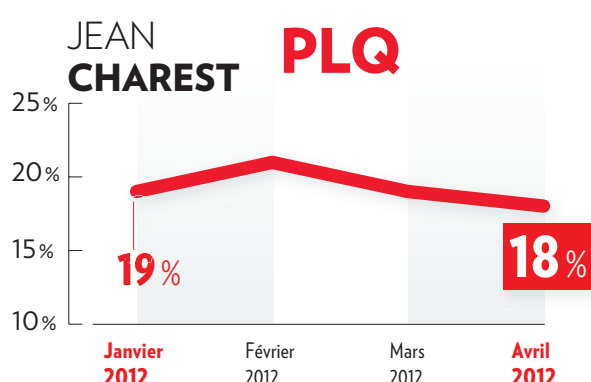
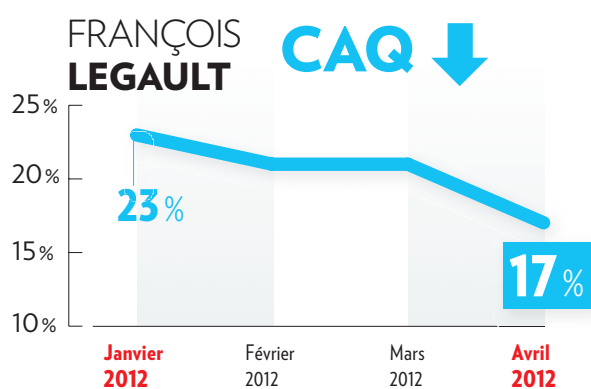
*Taux d'intérêt à partir de 8,9% sur 60 mois, sur approbation de crédit de Caries de crédit. Le prix peut être plus élevé en régions éloignées. Correction paramétrisée à 1750\$. S'applique sur une charge de deux ans. Seulement. D'autres conditions peuvent s'appliquer.

SONDAGE CROP-LA PRESSE

INTENTIONS DE VOTE AU PROVINCIAL, APRÈS RÉPARTITION



MEILLEUR PREMIER MINISTRE



VERS UN GOUVERNEMENT MINORITAIRE

Le plus récent sondage *Crop-La Presse* révèle certains brusques changements de tendance. Le PQ et Pauline Marois écopent, tandis que le PLQ et la CAQ se gardent à flot. À Ottawa, Thomas Mulcair et le NPD flottent sur un nuage...



DENIS LESSARD
DU BUREAU
DE QUÉBEC

En cette période de turbulences sociales, la satisfaction à l'endroit du gouvernement Charest a encore baissé en avril. Mais l'enthousiasme autour de Pauline Marois, qui avait triomphé de l'adversité il y a deux mois, s'est désormais estompé: libéraux et péquistes sont maintenant au coude-à-coude, à tel point qu'il devient difficile de prédire le résultat du scrutin.

On se rapproche d'un gouvernement minoritaire, comme l'a connu le Québec au lendemain des élections de 2007, observe Youri Rivest, de CROP, à la suite de son enquête réalisée pour *La Presse* du 18 au 23 avril auprès de 1000 internautes. Les résultats de l'enquête sont «colorés» par la blague de Jean Charest lors des manifestations étudiantes de vendredi dernier et, dans une moindre mesure, par le premier congrès de la Coalition avenir Québec, samedi dernier.

L'insatisfaction à l'endroit du gouvernement Charest a encore augmenté: 73% des gens se disent désormais mécontents des décisions de Québec, trois points de plus que depuis le début de l'année – les enquêtes de janvier, février et mars révélaient toutes 70% d'insatisfaits. «C'est un niveau rarement constaté, on est au fond du baril», affirme M. Rivest. Ce constat est cohérent avec l'humeur générale de la population, au plus bas depuis décembre 2010. En effet, 71% des gens croient que le Québec «va dans la mauvaise direction», trois points de plus que le mois précédent.

Selon le spécialiste de CROP, on vogue vers un gouvernement minoritaire qui pourrait même être libéral. «On peut le comparer à 2007: le PLQ avait deux points d'avance sur l'ADQ et cinq sur le PQ. Aujourd'hui, il a la même avance sur le PQ et la CAQ. Ce serait très serré pour la première position», explique M. Rivest, tout en demeurant prudent.

En ce qui concerne les intentions de vote, le Parti québécois encaisse une chute importante et passe de 34% à 28% des suffrages, six points de moins après répartition des indécis – qui passent de 5% à 14%. Selon M. Rivest,

cela n'est pas une surprise: depuis que Gilles Duceppe a jeté l'éponge, «le PQ et M^{me} Marois bénéficiaient d'un élan», puisque la chef avait survécu à la fronde contre toute attente. Ainsi, les 34% récoltés le mois dernier surévaluaient son appui réel dans la population, explique le sondeur. Avec son score d'avril, le PQ se rapproche du résultat de février, plus près de sa situation réelle, croit le sondeur. «La baisse peut sembler importante, mais elle n'est pas déterminante.»

Autre voyant jaune au tableau de bord péquiste: la souveraineté recule de sept points, à 36%. Le résultat de mars, 43%, sortait clairement de la tendance, observe toutefois le sondeur. Il y a eu un «élan» de sympathie à l'endroit de la ténacité de la chef péquiste, mais «le PQ incarne difficilement le changement, or c'est un enjeu important».

Autre voyant jaune au tableau de bord péquiste: la souveraineté recule de sept points, à 36%. Le résultat de mars, 43%, sortait clairement de la tendance.

Les libéraux à 30%

Les libéraux marquent le pas, à 30%, comme le mois précédent. La Coalition avenir Québec grimpe d'un point, à 25%, un mouvement insuffisant pour être significatif. «Ils reviennent à une base électorale qui est autour d'un Québécois sur quatre», affirme le sondeur.

Les gagnants du dernier mois sont Québec solidaire, qui reprend trois points et revient à 8% comme en février, et le Parti vert, qui monte de deux cases, à 7%.

La répartition par groupes d'électeurs est éclairante: le PQ domine chez les francophones avec 32% d'appuis, suivi de la CAQ avec 29%. Le PLQ ferme la marche avec 22%. La CAQ domine à Québec avec 40%; dans la région de Montréal, elle est au coude-à-coude avec le PLQ, à 33%. Ailleurs en région, c'est le PQ qui a la cote, avec 32% des intentions de vote.

Quand on demande qui serait le meilleur premier ministre, François Legault accuse une baisse significative, de quatre points, passant de 21 à 17%, et Pauline Marois suit un parcours identique. Jean Charest baisse quant à lui d'un point, à 18% d'appuis. «Personne ne se démarque comme meilleur premier ministre, et les trois chefs font désormais moins bien que leur parti», conclut M. Rivest.

CHÂTEAU D'IVOIRE

JOAILLIERS

2020 RUE DE LA MONTAGNE (514) 845-4651



ROLEX

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

SOMMAIRE

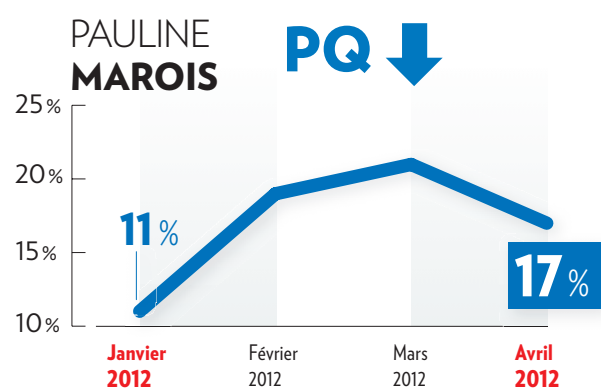
Amusez-vous!	AFFAIRES 18	Horaire télévision	ARTS 4
Astrologie du jour	AFFAIRES 16	Loteries	A 15
Bourses	AFFAIRES 13-14	Monde	A 17 à 19
Débats	A 20-21	Petites annonces	AFFAIRES 4 et 15
Décès	AFFAIRES 16	Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

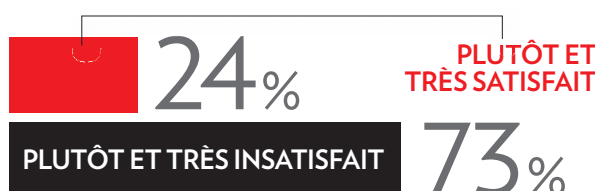
Nuageux avec averses, maximum 9, minimum 4. AFFAIRES 15

SONDAGE CROP-LA PRESSE

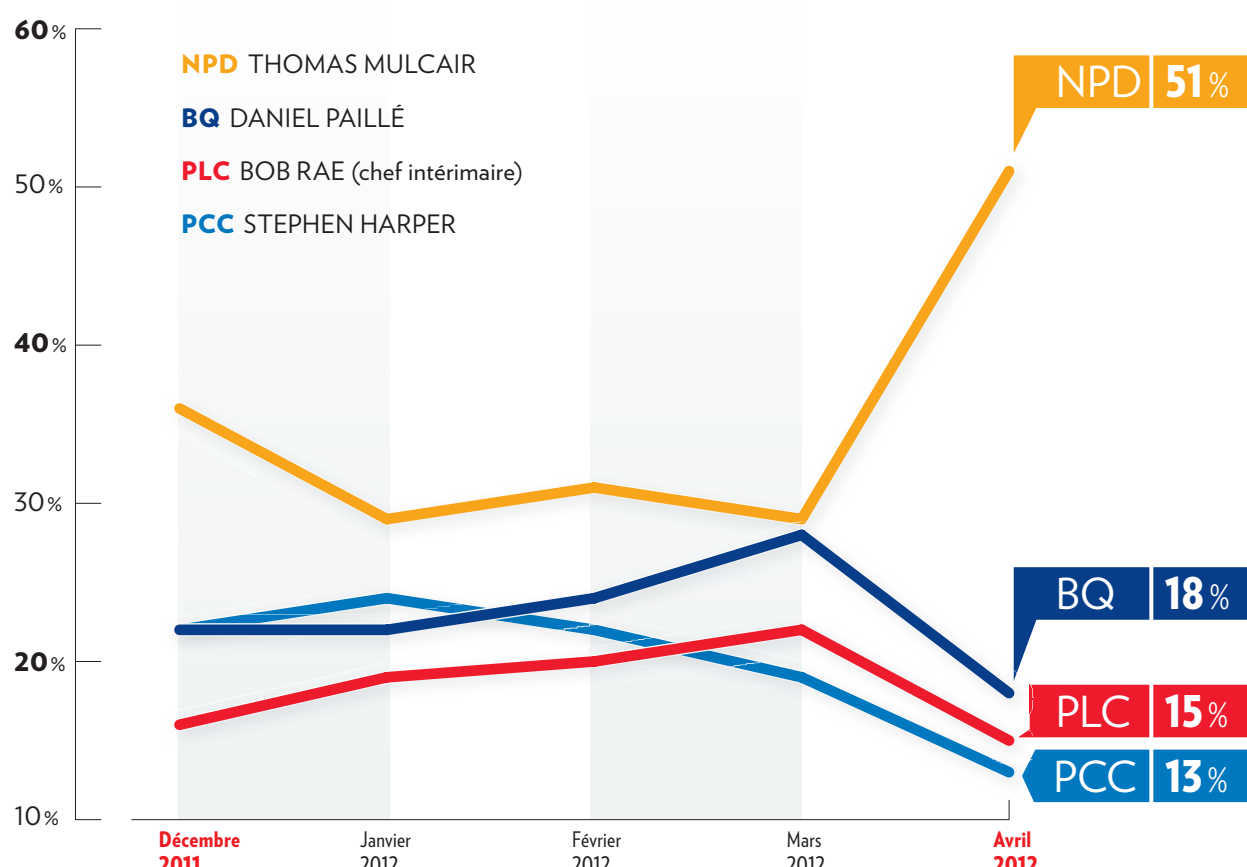
DU QUÉBEC



SATISFACTION À L'ÉGARD DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (AVRIL 2012)



INTENTIONS DE VOTE AU FÉDÉRAL, APRÈS RÉPARTITION



MÉTHODOLOGIE DU SONDRAGE: Du 18 au 23 avril 2012, CROP a mené un sondage en ligne auprès de 1000 répondants. Les résultats ont été pondérés afin de refléter la distribution de la population adulte du Québec selon le sexe, l'âge, la région de résidence, la langue d'usage à la maison, la langue maternelle, le niveau de scolarité ainsi que les valeurs socioculturelles des répondants.



PHOTOS MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE ET LA PRESSE CANADIENNE

MULCAIR SEUL SUR LA PATINOIRE



JOËL-DENIS BELLAVANCE
DU BUREAU D'OTTAWA

La vague orange qui a déferlé sur le Québec aux dernières élections fédérales se transformerait aujourd'hui en raz-de-marée maintenant que Thomas Mulcair est à la tête du NPD.

Si des élections fédérales avaient lieu aujourd'hui, le NPD récolterait 51% des voix au Québec et raflerait la grande majorité des 75 sièges que compte la province à la Chambre des communes, révèle un sondage CROP réalisé pour le compte de La Presse.

Le Bloc québécois devrait se contenter de 18% et ne pourrait espérer revenir en force à Ottawa malgré l'arrivée du nouveau chef Daniel Paillé. Le Parti libéral et le Parti conservateur n'obtiendraient guère plus d'appuis avec 15% et 13% respectivement.

Ce sondage, le premier réalisé par la firme depuis l'élection de Thomas Mulcair à la tête du NPD le 24 mars à Toronto, permet de constater un fort engouement pour le nouveau chef néo-démocrate parmi les électeurs.

Car le NPD voit ses appuis passer de 29% en mars, alors que la course au leadership battait son plein, à 51% en avril. Ce score dépasse largement les 43% de suffrages obtenus par le NPD, alors dirigé par Jack Layton, au scrutin du 2 mai 2011. Le NPD avait alors fait une percée historique au Québec en remportant 59 sièges.

«Nous avons un nouveau champion au Québec. C'est spectaculaire. C'est presque Labeaumien comme effet et c'est la vague orange 2.0», a affirmé hier Youri Rivest, vice-président chez CROP, en faisant référence au populaire maire de Québec, Régis Labeaume.

«On s'attendait à une remontée du NPD à cause du bruit entourant Thomas Mulcair. Il y a souvent une lune de miel. Mais c'est plus qu'une lune de miel dont il s'agit ici. Il est presque seul sur la glace au Québec. Il y a un effet Mulcair», a ajouté M. Rivest.

Avec un tel score, le NPD grappille des appuis à tous ses adversaires. Mais le Bloc québécois et le Parti libéral pourraient être les plus vulnérables, selon M. Rivest, si les conservateurs réussissent à faire des prochaines élections un débat entre les orientations de la gauche et celles de la droite.

Dans ce dernier coup de sonde, le Bloc québécois voit ses appuis diminuer de 10 points de pourcentage. Le Parti libéral, lui, voit sa remontée des derniers mois stopper de manière brutale. Ses appuis passent de 22% à 15% en un mois. Le Parti conservateur perd quant à lui six points de pourcentage depuis le dernier coup de sonde.

Thomas Mulcair est également perçu comme le meilleur leader pour occuper le poste de premier ministre (41%). Stephen Harper arrive deuxième avec 10% et Bob Rae, chef intérimaire du Parti libéral, obtient 9%.

Ce sondage a été réalisé en ligne auprès de 1000 répondants du 18 au 23 avril. Le calcul de la marge d'erreur ne s'applique pas compte tenu du caractère non probabiliste de l'échantillon.

On efface tout et on recommence!



VINCENT MARISSAL
CHRONIQUE

Les libéraux de Jean Charest premiers! Pas faciles à suivre, les Québécois...

Ils sont près des trois quarts (73%) à être insatisfaits du gouvernement Charest qui, selon une proportion record de 71%, mène le Québec dans la mauvaise direction; mais malgré tout, le Parti libéral au pouvoir depuis maintenant neuf ans est de nouveau premier dans les intentions de vote, selon CROP.

En fait, ce n'est pas que le PLQ remonte, il reste stable à 30% pour le deuxième mois de suite, ce qui, en soi, est un exploit dans le contexte actuel. C'est plutôt le PQ qui recule, et pas qu'un peu: 6% de moins en un mois (de 34% à 28%), et une dégringolade encore plus marquée chez les francophones (de 41% à 32%).

Le béton commencerait-il à se lézarder? Trop tôt pour le dire, après un seul sondage, mais voici un avertissement sérieux pour le PQ, qui perd des plumes alors que le gouvernement Charest est embourbé dans le conflit étudiant et que de nouvelles révélations sur le financement du PLQ reviennent à la surface. Même la blague très médiatisée de Jean Charest sur le dos des étudiants ne semble pas avoir été retenue contre lui, quoique le sondage a été fait juste avant et pendant la controverse, cela peut fausser la perception.

Le PQ descend, les libéraux et la CAQ restent stables, et améliorent même un peu leur score chez les francophones, donc on efface tout et on recommence! Le PQ, qui semblait voguer vers une victoire éclatante, n'a pas su profiter de l'harmonie retrouvée. C'est plutôt Québec solidaire, descendu très bas le mois dernier, qui fait quelques gains, probablement poussé par le mouvement de contestation étudiant et populaire observé au Québec depuis deux mois.

Pour Jean Charest, ce n'est pas encore une «bay window» qui garantirait une quatrième victoire, mais il s'agit tout de même d'une petite fenêtre. D'autant plus que, ô surprise, les libéraux sont premiers dans la grande région de Montréal, dans la première couronne autour de Montréal (le fameux 450) et, sans surprise cette fois, dans l'île de Montréal.

Le PQ reste bon premier, généralement, chez les électeurs francophones (32%), mais à 29%, la CAQ n'est pas très loin. De plus, le parti de François Legault domine dans la région de Québec. Mettez tous ces ingrédients ensemble et vous obtenez une bouillie électorale à la saveur imprévisible, d'autant plus qu'il faut s'attendre, selon toute vraisemblance, à une remontée de la CAQ après son congrès de fondation plutôt réussi, le week-end dernier à Victoriaville.

Supposons (ce qui est douteux, mais pas impossible) que le gouvernement arrive à dénouer l'impasse avec les étudiants dans les prochains jours, et le scénario électoral printanier redevient d'actualité.

Surtout que les arrestations des derniers jours dans le monde de la construction pourraient inciter les libéraux à faire campagne avant que certains témoins ne se mettent à table à la commission Charbonneau.

Mulcair dans la stratosphère

Une remontée du NPD au Québec était prévisible après la victoire de Thomas Mulcair à la succession de Jack Layton, mais un gain de 22 points en un mois, c'est parfaitement irréaliste.

Tous les autres partis sont maintenant sous les 20%, dont le Bloc qui a perdu 10 points en un mois. À 13%, les conservateurs de Stephen Harper retrouvent leur pire performance au Québec, ce qui ne fera qu'isoler encore un peu plus Québec et Ottawa.



Pour joindre notre chroniqueur: vincent.marissal@lapresse.ca



CRUZE LS

- Consommation d'essence de 4,9 L/100 km sur route (Cruze Eco)¹
- Gagnant du titre « Meilleur achat » de Consumers Digest
- 10 sacs gonflables de série

PRIX À L'ACHAT
16 999 \$²
FINANCEMENT À L'ACHAT 72 MOIS
109 \$² aux deux semaines
0% 0 \$ de comptant
 Comprend transport



Modèle LTZ illustré

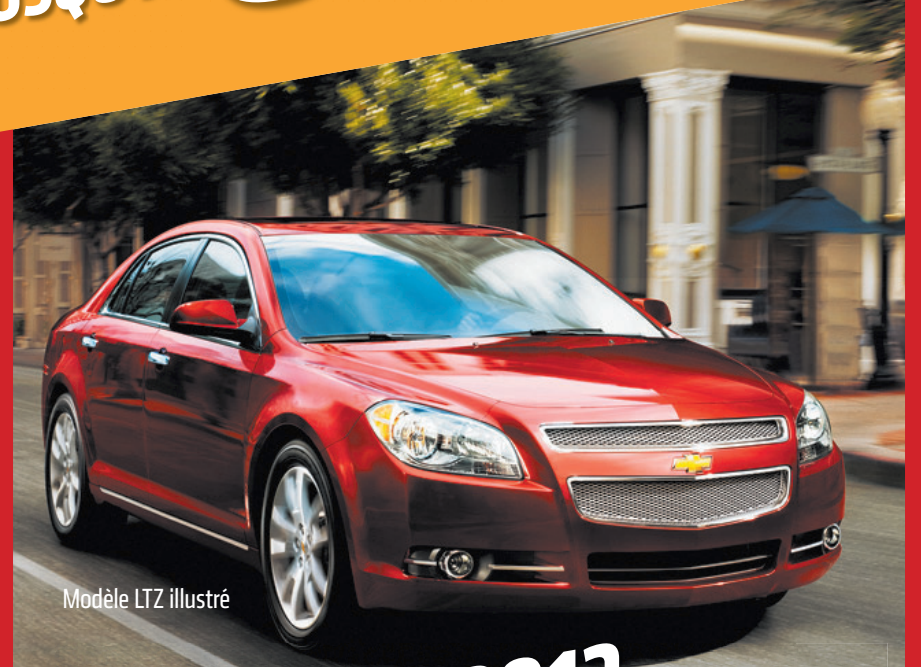
FINANCEMENT À L'ACHAT 0% JUSQU'À 84 MOIS SUR CERTAINS MODÈLES³



Modèle 5 portes LTZ illustré

SONIC LS 2012 BERLINE
 • Téléphonie Bluetooth^{MD} de série
 • Moteur ECOTEC de 1,8 L développant 138 ch

PRIX À L'ACHAT
15 499 \$²
FINANCEMENT À L'ACHAT 72 MOIS
99 \$² aux deux semaines
0% 0 \$ de comptant
 Comprend transport



Modèle LTZ illustré

MALIBU LS 2012
 • Gagnant du titre « Meilleur achat » de Consumers Digest pour la 4^e année consécutive
 • Roues de 17 pouces

PRIX À L'ACHAT
24 999 \$²
FINANCEMENT À L'ACHAT 84 MOIS
299 \$² mois
0% 0 \$ de comptant
 Comprend transport et taxe de climatisation



LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS
5 ANS
160 000 KM
 * GARANTIE LIMITÉE SUR LES COMPOSANTS DU GROUPE MOTOPROPULSEUR
 * ASSISTANCE ROUTIÈRE
 * TRANSPORT DE COURTOISIE



500 \$ DE PRIME GM POUR ÉTUDIANTS

CHEVROLET, ET FIER DE L'ÊTRE.

offreschevrolet.ca

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles neufs 2012 suivants : Cruze (1P109/1SA), Sonic (1J109/1SA) et Malibu (7Z069/1SA). Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. 1. Consommation établie selon la méthodologie approuvée par Transports Canada pour la Cruze avec moteur de 1,4 L et boîte manuelle 6 vitesses spécifique au modèle ECO avec surmultiplicateur à trois cônes. Votre consommation réelle de carburant peut varier. 2. Prix à l'achat de 16 999 \$ pour Cruze, 15 499 \$ pour Sonic berline et 24 999 \$ pour Malibu. Total de 156 paiements émis sur un financement à l'achat de 72 mois, à un taux de 0% pour Cruze et Sonic, total de 162 paiements émis sur un financement à l'achat de 84 mois, à un taux de 0% pour Malibu. Sur approbation de crédit des Services de financement auto TD. Exemple : basé sur un financement de 15 499 \$ à un taux annuel de 0%, le paiement mensuel est de 99 \$ pendant 72 mois. Le coût d'emprunt est de 0 \$, et l'obligation totale est de 15 499 \$. 3. Financement à l'achat de 0% sur approbation de crédit des Services de financement auto TD jusqu'à 84 mois sur Malibu 2012 et jusqu'à 72 mois sur Sonic et Cruze. Les taux des autres institutions financières varient. Un versement initial, un échange ou un dépôt de sécurité peuvent être requis. Le versement mensuel et le coût du crédit peuvent varier selon le montant emprunté et le versement initial/échange. Exemple : basé sur un financement de 24 999 \$ à un taux annuel de 0%, le paiement mensuel est de 299 \$ pendant 84 mois. Le coût d'emprunt est de 0 \$, et l'obligation totale est de 24 999 \$. Les étudiants ou les diplômés récents sont admissibles à un rabais de 300 \$ (taxes incluses) applicable à l'achat de 2012 neuve admissible (voir entre le 4 janvier 2012 et le 31 janvier 2013). Le véhicule doit être immatriculé uniquement au nom du demandeur (mais les contrats peuvent être consignés) pendant un minimum de 6 mois et 12 000 km. Détails du programme chez votre concessionnaire, y compris l'admissibilité des demandeurs et des véhicules. Ces offres sont exclues aux concessionnaires du PMAQ Québec (région de Gatineau - Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat. À l'exception des programmes de la carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobility. La GMCC se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix monté ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7463 ou visitez gm.ca.

Révolution sur nos routes



**PATRICK
LAGACÉ**
CHRONIQUE

Les routes du Québec sont en train de vivre, mine de rien, une sorte de révolution tranquille. On s'y tue de moins en moins: notre bilan routier est en train de s'approcher de celui des premiers de classe sur la planète.

Les chiffres déposés hier par la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) pour l'année 2011 sont clairs: depuis cinq ans, le nombre de morts et de blessés graves sur nos routes est en constant déclin.

Pour les morts, le Québec est passé de 720 en 2006 à 479 en 2011, une baisse de 33%. Pour les blessés graves, la baisse pour la même période est de 45%, de 3718 à 2036.

C'est un exploit, il n'y a pas d'autre mot.

«Je ne connais pas d'autres juridictions qui ont eu de si bons résultats en cinq ans», note Jean-Marie De Koninck, président de la Table de la sécurité routière du Québec, qui conseille le ministère des Transports du Québec depuis 2006.

Même la France, où le

président Chirac avait fait de la sécurité routière une des priorités de son second mandat, ne s'est pas améliorée aussi vite que le Québec.

■ ■ ■

Avec 6 morts sur les routes par 100 000 habitants, le Québec est désormais près du bilan français. Il revendique

Réjouissons-nous. Nos routes ne sont plus aussi dangereuses qu'elles l'étaient il y a à peine 10 ans. Mieux: l'enjeu de la sécurité routière est désormais central dans l'imaginaire collectif.

le 2^e rang au Canada, derrière l'Ontario (4,1 en 2009).

«On est en train de se civiliser», croit Jean-Marie De Koninck.

Même son de cloche chez Richard Bergeron. Le chef de Projet Montréal a décrié nos mœurs autoroutières en 2005 dans son livre *Les Québécois au*

volant, c'est mortel: «On se rapproche du trio des pays exemplaires en matière de sécurité sur les routes, c'est-à-dire la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et la Suède.»

Ces trois pays revendiquent les meilleurs bilans routiers du monde. Grande-Bretagne: 3,1 morts par 100 000 habitants; Pays-Bas: 3,9. Quant aux Suédois, véritables ayatollahs de la sécurité sur les routes, où chaque accident mortel est considéré comme inacceptable, il est de... 2,8 morts par 100 000 habitants.

Dans son livre, Richard Bergeron parlait d'une «prime à la mortalité» québécoise pour mesurer l'écart entre notre bilan routier et celui des pays qui

présentent les meilleurs bilans. Pour lui, cette prime, c'était 200 morts de «trop» par année.

«Cette prime, on ne la paie plus, elle est devenue minime, si on se compare.»

Donnons une chose au gouvernement libéral de Jean Charest, qui suinte l'épuisement de fin de parcours:

cette révolution tranquille sur l'asphalte, c'est son œuvre. Il a réuni, au sein de la Table de la sécurité routière, tous ceux qui étaient touchés par l'enjeu. Et il a adopté plusieurs de ses recommandations, au cours des dernières années.

Richard Bergeron, si prompt dans le passé à pourfendre le Québécois au volant, voit une pacification notable de nos routes. «Juste pour le vélo, à Montréal, je constate que les automobilistes sont plus respectueux, par exemple.»

Ça, c'était les fleurs.

■ ■ ■

Le pot, maintenant...

«Pour arriver à 4 morts par 100 000 habitants, il va falloir en arriver à une limite légale d'alcool dans le sang de 0,05 mg. Quand l'idée a été émise, elle a été mal expliquée», dit M. De Koninck, en déplorant le lobby des restaurateurs contre cette idée.

Il faut aussi s'attaquer aux automobilistes qui envoient des textos au volant, note Jean-Marie De Koninck, un phénomène nouveau et grandissant. Installer des radars photo à plus grande échelle, comme prévoit le faire le gouvernement. La question des automobilistes qui roulent sous l'effet de la drogue l'inquiète aussi.

J'ajouterais que quand on décortique le bilan routier par régions, il y a de quoi décider

de conduire avec un tank, dans certains coins, où on est très loin de la moyenne de 6 morts par 100 000 habitants et plus près du 10,7 (un des pires en Occident) des États-Unis.

Bas-Saint-Laurent: 11,5.

Chaudière-Appalaches: 11,8.

Abitibi-Témiscamingue: 13. Quant au Centre-du-Québec, c'est tiers-mondiste, ou presque: 14,6 morts par 100 000 habitants! Le pire endroit au Québec où rouler, selon les chiffres.

Pourtant, face au Centre-du-Québec, de l'autre bord du fleuve, il y a la Mauricie. Taux de mortalité: 7,6! La moitié...

■ ■ ■

Mais réjouissons-nous. Nos routes ne sont plus aussi dangereuses qu'elles l'étaient il y a à peine 10 ans. Mieux: l'enjeu de la sécurité routière est désormais central dans l'imaginaire collectif.

À ce sujet, Jean-Marie De Koninck cite entre autres *Dérappages*, documentaire de Paul Arcand, à l'affiche le 27 avril, sans oublier la récente série de Pierre Foglia sur les écopés de la route, dans *La Presse*.

«On se prend en main, avance M. De Koninck. Voyez l'appui aux radars photo, 82%. C'est très, très fort.»

✚ «LA CULTURE DE L'ASPHALTE», L'ÉDITORIAL D'ARIANE KROL EN PAGE A20

Québec s'attaquera à la fatigue au volant des jeunes professionnels

LA PRESSE CANADIENNE

Souvent montrés du doigt pour leur comportement à risque derrière le volant, les jeunes conducteurs de 15 à 24 ans font cette année meilleure figure, selon le bilan routier présenté hier par le ministre des Transports du Québec, Pierre Moreau.

Pour 2011, ce sont plutôt les conducteurs de la tranche d'âge des 25-34 ans qui retiennent l'attention. Le nombre d'accidents mortels chez les jeunes professionnels a bondi de 31% par rapport à 2010. Ce faisant, ils enregistrent l'augmentation annuelle la plus marquée au chapitre des accidents routiers mortels, toutes tranches d'âge confondues.

Ces conducteurs, qui parfois s'astreignent à de longues heures de travail en début de carrière, seront donc dans la ligne de mire de Québec, qui compte lancer des campagnes

de sensibilisation sur la fatigue au volant.

«Ce que le bilan révèle, c'est que ce groupe d'âge a subi une augmentation importante. Il faudra voir, a exposé le ministre Moreau en conférence de presse à Montréal. Vous savez que cette tranche d'âge, c'est le début des années très productives sur le marché du travail. Est-ce que c'est lié à la fatigue? On verra.»

La tendance sur cinq ans demeure cependant à la baisse chez les 25-34 ans. L'avenir dira donc si l'année 2011 aura constitué une exception à la règle.

Les 16-24 ans

Chez les 16-24 ans, la tendance est aussi à la baisse depuis cinq ans – exception faite de l'année dernière, où on avait noté une légère augmentation par rapport à 2009.

En 2011, on a observé un fléchissement de 22% du nombre d'accidents mortels chez les conducteurs de 15-24 ans – cela



PHOTO PATRICK SANFACON, ARCHIVES LA PRESSE

Les conducteurs de 25 à 34 ans, qui parfois s'astreignent à de longues heures de travail en début de carrière, seront dans la ligne de mire de Québec qui compte lancer des campagnes de sensibilisation sur la fatigue au volant.

constitue le meilleur résultat de 2011, toutes tranches d'âges confondues. En chiffres absolus, les 16-24 ans demeurent toutefois surreprésentés comparativement aux autres groupes d'âge.

«L'accès graduel au permis de conduire [...], le nouveau cours

de conduite qui a quand même commencé il y a deux ans et demi, je pense que ça a beaucoup fait jaser et que les parents se sont sentis interpellés», a suggéré le président de la Table québécoise de la sécurité routière, Jean-Marie De Koninck.

Le bilan présenté hier permet de constater que le nombre d'accidents mortels a seulement chuté de 0,4% comparativement à 2010. En chiffres absolus, cela signifie que, dans l'ensemble de la province, 2 personnes de moins ont perdu la vie dans un accident de la route – ils ont été 479 à périr sur les routes du Québec en 2011, comparativement à 481 l'année précédente.

Notons que le nombre de piétons happés mortellement s'est établi à 71 en 2011 et que 5 cyclistes de moins, soit 15, ont perdu la vie dans un accident de la route.

La stabilité de la diminution du nombre d'accidents représente évidemment une bonne nouvelle pour les coffres de la Société d'assurance automobile du Québec, puisqu'elle se traduit par une diminution du nombre de réclamations.

Il a aussi été question, lors de la conférence de presse du ministre Moreau, du documentaire *Dérappages* de Paul Arcand. La pertinence du film, qui porte sur les habitudes de conduite des jeunes et leurs conséquences, a été saluée par MM. Moreau et De Koninck. Ce dernier préconise d'ailleurs une projection du long métrage pour les élèves du secondaire.



modèle smart fortwo passion présenté

>> Elle aime le trafic, et le trafic l'aime.

La nouvelle smart fortwo redessinée.

Roulez avec style et en tout confort grâce à de l'équipement de série, comme la climatisation et la boîte automatique. Roulez aussi en toute sécurité grâce aux systèmes de sécurité active, dont le système de freinage antiblocage, le programme de stabilité électronique et la révolutionnaire cellule de sécurité tridion. Enfin, roulez à petit prix avec la smart fortwo pure en ne payant, au total, qu'à partir de 14 790 \$, frais de transport et de préparation et frais du concessionnaire compris, plus un rabais de 500 \$. La smart fortwo est aussi offerte en location à partir de 168 \$ par mois pour 48 mois à un taux de 2,9% avec un versement initial de 500 \$. Optez pour la nouvelle smart fortwo 2013 dès aujourd'hui.



Rejoignez-nous sur facebook : smartCanada



Suivez-nous sur twitter : smart Canada

www.smart.com

smart – une marque Daimler.

© smart Canada, une division de Mercedes-Benz Canada Inc., 2012. Le PDSF du modèle smart fortwo passion 2013 présenté est de 17 500 \$. Véhicule présenté avec équipements offerts en option. Frais d'immatriculation, d'enregistrement et d'assurance, taxes et frais assimilés imposés au fabricant (s'ils sont perçus par le concessionnaire) en sus. * Offre de location basée sur la smart fortwo pure 2013, proposée uniquement par l'intermédiaire de Services financiers Mercedes-Benz sur approbation du crédit pendant une durée limitée. PDSF national de 14 400 \$. Exemple de location basé sur paiement de 168 \$ par mois (avant taxes) pendant 48 mois. Versement initial ou reprise équivalente de 500 \$, dépôt de garantie de 200 \$ et taxes applicables dus à la date d'entrée en vigueur du bail. Taux annuel à la location de 2,9%. Obligation totale : 9 660 \$. Kilométrage limité à 18 000 km par an (0,20 \$/km supplémentaire). Les frais de transport et de préparation, les frais du RDPRM ainsi que les taxes sur le climatiseur et les droits sur les pneus totalisant 890 \$ de même que le rabais de 500 \$ sont maintenant compris dans le versement initial et le prix d'achat final. Le rabais inscrit peut varier en fonction du canal d'achat et de la durée du financement ou de la location. Frais d'immatriculation, d'enregistrement et d'assurance ainsi que taxes en sus. L'offre s'applique exclusivement au Québec. L'offre peut changer sans préavis et ne peut être combinée à aucune autre offre. Le concessionnaire peut vendre, louer ou offrir du financement à prix moindre. Rendez-vous à votre Centre smart autorisé pour en savoir plus ou composez le 1 877 627-8004 pour joindre le Centre de service à la clientèle de la Division smart Canada. L'offre se termine le 30 avril 2012.

GRÈVE ÉTUDIANTE

Étalement de la hausse des droits de scolarité

Beauchamp ouvre la porte

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Pour la première fois, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, laisse la porte ouverte à l'idée d'étalement sur une plus longue période la hausse des droits de scolarité.

Ce revirement est survenu hier, quelques heures avant le début d'une toute première rencontre avec les associations étudiantes, y compris la CLASSE, en fin d'après-midi. L'enjeu des droits de scolarité est sur la table, alors que Québec refusait jusqu'à maintenant qu'il le soit. Les discussions étaient toujours en cours au moment de mettre sous presse.

Line Beauchamp a accepté de rencontrer les associations à la condition qu'elles observent une trêve de 48 heures sur les « actions de perturbation économique et sociale ». Les fédérations étudiantes universitaires et collégiales, la FEUQ et la FECQ, ont acquiescé à sa demande. La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) accepte aussi la condition, mais elle se défend de le faire pour satisfaire la ministre. C'est simplement parce qu'aucune « action de perturbation » n'était prévue hier ou aujourd'hui, a expliqué son porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois.

En conférence de presse, Line Beauchamp a donné l'impression de se ménager une marge de manœuvre en vue des discussions. Elle n'a pas exclu un étalement de la hausse des droits de scolarité sur plus de cinq ans. « Je ne commencerai pas ici à mener des discussions par les médias », a-t-elle répondu lorsqu'un journaliste l'a questionnée sur cette option.

Or, la ministre avait toujours



Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, et la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, entendent demander un gel des droits de scolarité.

PHOTO STEVE DESCHÉNES, LE SOLEIL

écarté un étalement jusqu'ici. Elle martelait que le gouvernement entend maintenir la hausse de 325 \$ par année pendant cinq ans – un bond de 75 %.

Hier, la ministre a assuré que le gouvernement « est ferme sur cette question de

s'est-elle contentée de dire.

Elle permettra aux associations de « soulever » la question des droits de scolarité et de présenter leurs arguments en faveur d'un gel. Il n'y a pas si longtemps, elle refusait que le sujet soit même abordé.

de la gestion des universités.

Changement de ton

La FEUQ et la FECQ entendent demander un gel. Mais elles semblent prêtes à accepter une hausse qui serait inférieure à celle annoncée. Une éventuelle proposition du gouvernement « doit toucher à la question des droits de scolarité [...] ». Évidemment, il va falloir que ce soit quelque chose de notable », s'est limitée à dire la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins. Elle se rend à la table des discussions avec « bonne foi et ouverture ».

Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, constate que le gouvernement change de ton sur les droits de scolarité. Gabriel Nadeau-Dubois observe quant à lui que la ministre a « ouvert la porte plus que jamais ».

Line Beauchamp se donne « un horizon de 48 heures » pour dénouer la crise. « Nous

ne sommes pas dans un contexte où on a des semaines ou toute la semaine », a-t-elle affirmé au moment où le trimestre est en péril. La grève en est à sa 11^e semaine dans certains établissements.

La FEUQ et la FECQ trouvent que la ministre est « pressée ». Elles veulent « prendre le temps qu'il faut » pour trouver une solution.

Line Beauchamp a demandé une trêve en raison de la résolution « ambiguë » adoptée par la CLASSE dimanche. Selon cette résolution, l'organisation condamne « la violence physique délibérée contre des personnes ». Mais elle « défend activement le principe de désobéissance civile ». Cela implique « le non-respect des lois », a dit Line Beauchamp. « Je ne crois pas que ce soit responsable. Il est temps de choisir : c'est le camp de la solution ou c'est le camp de la perturbation [...]. Il faut instaurer un bon climat de discussion. »

La trêve concerne les actions « qui empêchent des travailleurs d'avoir accès à leurs bureaux et des citoyens de circuler en toute sécurité » – comme le blocage d'un pont ou la perturbation du métro. Les associations ne doivent pas voter de nouveaux mandats de grève dans les établissements où il n'y a pas de « boycott des cours ». En échange, la ministre demande aux universités et aux cégeps touchés par un « boycott » de ne pas reprendre les cours même s'ils obtiennent une injonction. Elle souhaite le « statu quo » durant les discussions.

La reconduction des mandats de grève se fera jusqu'à ce que la ministre présente une offre formelle, a indiqué Gabriel Nadeau-Dubois.

– Avec Paul Journet

Coûts des manifestations étudiantes
Gérald Tremblay rencontrera Québec

Le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, rencontrera le maire de Montréal au début du mois de mai pour discuter de l'impact du conflit étudiant sur le budget de la métropole.

La rencontre était prévue depuis un moment et devait porter sur une série de sujets. « Mais on s'attend à ce que cette question [des coûts liés à la sécurité et à la réparation des méfaits récents] soit soulevée par le maire », observe Mathieu Saint-Pierre, porte-parole du ministre Dutil.

Le ministre Robert Dutil attendait la fin de la période des crédits budgétaires pour préparer la

rencontre. Il a défendu ses budgets jeudi dernier en commission parlementaire.

Depuis plusieurs semaines déjà, le maire Gérald Tremblay réclame ce face à face. Près de 1000 manifestations se déroulent chaque année à Montréal, mais depuis 60 jours, les manifestations étudiantes ont fait grimper la facture qui est habituellement assumée par la Ville.

Le maire Tremblay a déjà réclame une « prime métropole » de 35 millions par année pour les coûts supplémentaires des services policiers à Montréal.

« De notre côté, nous sommes toujours dans l'attente d'une date de la part du ministre Dutil », précise M^{me} Martine Painchaud, au nom de l'administration Tremblay.

La rencontre est évoquée depuis plusieurs semaines, mais la Ville n'avait pas été rappelée par Québec.

Quant aux 35 millions demandés à titre de « prime métropole », ils couvriraient la totalité des besoins spécifiques de Montréal en matière de sécurité publique, et non seulement le coût des événements récents.

– Denis Lessard

Saint-Jean-sur-Richelieu
La reprise des cours retardée

Sursis au cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu. La trêve réclamée par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, incite l'administration du cégep à retarder la reprise des cours qui devait avoir lieu ce matin. À la suite d'une demande d'élèves qui ont déposé une requête en mandamus, un juge a ordonné au cégep de respecter la loi qui prévoit 82 jours de cours et d'évaluation pendant le trimestre. Selon l'administration, ce jugement est exécutoire, si bien qu'elle a décrété une reprise des cours ce matin. Mais comme la ministre a amorcé

hier des discussions avec les étudiants et demandé une trêve de 48 heures des actions de perturbation, la direction a choisi de retarder jusqu'à jeudi, au plus tôt, la rentrée en classe. La Fédération étudiante collégiale du Québec conteste par ailleurs cette interprétation du jugement. Selon leurs avocats, le jugement n'obligeait pas l'administration à forcer un retour en classe immédiat. Des cours peuvent encore être repris le soir ou le week-end pour respecter le calendrier légal, dit la FECQ.

– Pascale Breton



Concessionnaires
BMW de Montréal
bmwmontreal.ca

PARCE QUE RELAXER,
C'EST DÉMODÉ.

LE QUATRE CYLINDRES ET LES 241 CHEVAUX DU BMW X1 xDRIVE^{MD} SONT FAITS POUR VOUS. Réservez votre essai routier chez un concessionnaire BMW de Montréal.

Entretien régulier sans frais – 4 ans ou 80 000 km*

X1 28i xDrive – 2012	PRIX DE VENTE	MENSUALITÉS À LA LOCATION	TAUX À LA LOCATION
	40 712 \$**	468 \$* 3 611 \$ MONTANT D'À LA LIVRAISON	2,9% JUSQU'À 48 MOIS

JUSQU'AU 30 AVRIL

Montréal BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
514.731.7871
bmwcanbec.com

Laval BMW Laval
2450, boul. Chomedey
450.682.1212
514.990.2269
bmwval.com

Rive-Sud Park Avenue BMW
8400, boul. Taschereau Ouest
450.445.4555
514.875.4415
parkavenuebmw.com

Rive-Sud BMW Sainte-Julie
1633, boul. Armand-Frappier
450.922.1633
514.875.4400
bmwsaintejulie.com

Blainville Hamel BMW
620, boul. de la Seigneurie Ouest
450.437.5050
hamelbmw.com

West Island BMW West Island
2000, aut. Transcanadienne Sud
514.683.2000
bmwestisland.com

Modèle européen montré. Certaines options peuvent ne pas être offertes au Canada. **Offre à l'achat : le prix de vente est de 40 712 \$, ce qui inclut le PDSF (38 500 \$), le transport et l'inspection de prélivraison (1 995 \$), la taxe sur la climatisation (100 \$), la taxe de gestion des pneus (12 \$), les frais d'administration du concessionnaire (jusqu'à 459 \$) et le rabais BMW Canada. Taxes et immatriculation en sus. *Taux à la location offert par Services financiers BMW, sur approbation du crédit, uniquement pour les modèles de base BMW X1 xDrive 28i en stock. **Offre à la location : 38 500 \$ sur 48 mois à un taux d'intérêt annuel de 2,9 %, avec un acompte de 0 \$, pour des mensualités de 468 \$. Un montant de 3 611 \$ est exigé à la signature du contrat de location, qui inclut la première mensualité, un dépôt de garantie équivalent à une mensualité, le transport et l'inspection de prélivraison, la taxe sur la climatisation, les frais d'administration du concessionnaire, la taxe sur la gestion des pneus et les services PPSA. Taxes et immatriculation en sus et payables à la signature. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 18 865 \$. L'obligation locative totale est de 25 141,30 \$. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. Le kilométrage annuel alloué est de 16 000 km; 0,15 \$ du kilomètre excédentaire. Le concessionnaire peut décider d'un prix au particulier et exiger des frais d'administration qui peuvent modifier le prix du véhicule. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Cette offre d'une durée limitée est sujette à la disponibilité et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 30 avril 2012. †Les véhicules BMW 2012 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien aux périodes recommandées sans frais de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire BMW pour obtenir tous les détails. © 2012 BMW Canada Inc. « BMW », le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

Je cède moi non plus



RIMA ELKOURI
CHRONIQUE

Après 71 jours de grève étudiante, l'appel à la trêve et à la négociation lancé hier par la ministre de l'Éducation Line Beauchamp ressemblait à un aveu d'échec de son gouvernement. Comme s'il avait fallu tout ce temps pour réaliser qu'il est tout à fait irresponsable de rester sourd aux cris de milliers de gens dans la rue.

Pendant plus de 10 semaines, la ministre Beauchamp a cru qu'elle pouvait ignorer la grogne étudiante. Elle a sous-estimé l'intelligence des leaders étudiants. Elle a sous-estimé leur détermination.

Croyait-on vraiment qu'après plus de deux mois de grève afin de protester contre la hausse des droits de scolarité, les étudiants allaient rentrer à la maison heureux d'avoir gagné trois fois rien? Pensait-on vraiment qu'un plus grand endettement en guise de réponse à leurs revendications – une timide bonification du programme d'aide financière – allait les faire taire?

La ministre a d'abord tenté d'ignorer le mouvement

étudiant. Elle a ensuite minimisé son importance. Puis, elle a essayé en vain de le diviser et de discréditer son aile la plus radicale, la CLASSE, en l'associant à la violence. Elle a

la CLASSE un acte de foi contre la violence. Sous-entendu peu subtil: la CLASSE cautionne la violence. Pendant ce temps, même le Service de police de la Ville de Montréal, qui n'a pourtant pas toujours été juste et tendre devant les manifestants au carré rouge, a eu l'honnêteté de faire publiquement une distinction importante que la ministre de l'Éducation n'a pas faite: il ne faut pas confondre les manifestants

officiellement les gestes de violence dont elle s'est toujours dissociée. Mais la ministre Beauchamp est bien mal placée pour lui faire la leçon, elle qui n'a pas condamné haut et fort la brutalité policière dont ont été victimes certains manifestants. Rappelons qu'un étudiant a été gravement blessé à l'œil alors qu'il manifestait de façon tout à fait pacifique et légitime. Ce n'est pas rien. Pourtant, pas un mot, pas un geste de la part de la minis-

policier qui constitue une atteinte à la liberté de la presse. Une façon inacceptable d'éborgner la presse en l'empêchant de faire son travail. Mais encore là, pas un mot, pas un geste de la part de la ministre.

On finit par en comprendre que l'appel à la condamnation de la violence lancé par la ministre Beauchamp n'était qu'un prétexte. C'était avant tout un appel à la condamnation d'une partie du mouvement étudiant. Je suis bien d'accord avec le chef de police Marc Parent qui, en entrevue avec mon collègue Patrick Lagacé, disait que les leaders doivent être capables de dire qu'ils n'encouragent pas la violence. Mais cela vaut aussi pour les leaders politiques, pas juste pour les leaders étudiants.

Après avoir laissé s'envenimer la situation pendant 10 semaines, la ministre Beauchamp réalise que l'intransigeance ne mène à rien. Elle demande une trêve à la manière d'un pyromane qui, allumette à la main, se demande d'où vient le feu. Après avoir répété qu'elle ne négocierait pas avec les étudiants, elle en appelle enfin au dialogue. La porte fermée à double tour est désormais entrouverte. Mieux vaut tard que jamais. Car avec tout ça, on a juste oublié l'essentiel: le débat de fond n'a pas eu lieu.



Pendant plus de 10 semaines, la ministre Beauchamp a cru qu'elle pouvait ignorer la grogne étudiante. Elle a sous-estimé l'intelligence des leaders étudiants. Elle a sous-estimé leur détermination.

PHOTO MATHIEU BÉLANGER, REUTERS

toujours évité le débat de fond sur la hausse des droits de scolarité, préférant s'enliser dans un débat sémantique absurde.

La ministre a tenté de faire dévier le débat encore davantage en exigeant de

étudiants et les provocateurs professionnels. Le mouvement étudiant n'est pas responsable de la violence.

La CLASSE n'a sans doute pas aidé sa propre cause en tardant à condamner

tre. On a aussi vu un journaliste et un photographe de *La Presse* être arrêtés dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils couvraient les manifestations étudiantes. Une forme d'abus du pouvoir

Pour joindre notre chroniqueuse: relkouri@lapresse.ca

Montréal Des élèves du secondaire en grève

Des élèves de l'école secondaire Joseph-François-Perrault, à Montréal, doivent déclencher une grève de trois jours ce matin, en appui aux cégépiens et étudiants en grève depuis 10 semaines. La Commission scolaire de Montréal (CSDM) a d'ailleurs envoyé une note aux parents hier pour les informer que des perturbations pouvaient se produire dans certaines écoles au cours des prochains jours. Des rumeurs plus sérieuses visent actuellement quatre écoles. « Au secondaire, les mouvements peuvent survenir de façon très spontanée », précise le porte-parole de la CSDM, Alain Perron. Concernant l'école Joseph-François-Perrault, la CSDM demande aux manifestants « de ne pas bloquer l'accès à l'école », de façon à ce que les cours puissent être donnés. Elle les invite aussi à rester sur les terrains de l'école, plutôt que de s'éparpiller dans les rues, pour plus de sécurité.

— Pascale Breton

Manifestation Étudiante arrêtée, accusée, puis libérée

La seule manifestante à avoir été détenue puis accusée dans la foulée des manifestations du week-end dernier au Palais des congrès a été mise en liberté hier. Les accusations contre elle pourraient tomber en raison de l'erreur d'un policier.

Vanessa Clavelle, 21 ans, a été arrêtée samedi avec 90 autres manifestants qui participaient à l'action de blocage du Salon Plan Nord. Les policiers l'ont maintenue en détention pour non-respect de conditions. Vanessa Clavelle avait été arrêtée l'été dernier lors de l'occupation des bureaux montréalais du ministère des Finances, au 380, rue Saint-Antoine Ouest, par des étudiants. Elle avait alors signé une promesse de comparaître assortie de conditions, dont celle de ne pas se trouver à moins de 300 mètres du 380, rue Saint-Antoine Ouest.

Selon l'avocate de l'accusée, M^e Deborah De Thomas, « le policier qui a rempli le document n'a pas coché la case à côté de la condition de ne pas se présenter au 380, rue Saint-Antoine Ouest. [...] Ça fait qu'elle ne violait aucune condition samedi ». La procureure a donc accepté que Vanessa Clavelle soit libérée moyennant le versement d'un dépôt de 500 \$. La cause a été reportée au 2 mai.

— David Santerre

L'événement SUBARU BEAU TEMPS, MAUVAIS TEMPS!

LE SUPERBE RÉSULTAT DE L'ÉVOLUTION SUBARU

LEGACY 2.5i 2012

Location à partir de

269\$^d

par mois/48 mois, taxes en sus

- Comptant exigé : 2 356,95 \$ (taxes en sus) ou échange équivalent
- Montant total exigé avant le début de location : 3 036,27 \$ (taxes incluses)

Caractéristiques offertes sur la Legacy 2012

- Système de traction intégrale symétrique à prise constante Subaru
- Moteur BOXER SUBARU de haute performance
- Système de contrôle de la traction
- Transmission CVT Lineartronic® (boîte à variations continue), en option, pour un rendement énergétique remarquable

À la location

0\$

dépôt de sécurité

km alloués
24 000 km/année

km excédentaires
0,10 \$/km

2012 PRIX VALEURS RÉSIDUELLES!
Meilleure marque grand public Gamme Subaru 2012

Meilleur choix sécurité[®]
INSURANCE INSTITUTE FOR HIGHWAY SAFETY
LEGACY 2012

Subaru est le seul constructeur à recevoir une mention « Meilleur choix sécurité » de l'IHS pour tous ses modèles, et ce, pour une troisième année consécutive.

PARTIAL ZERO EMISSION VEHICLE
VEHICULES À ÉMISSIONS QUASI NULLES

Forester, Legacy et Outback disponibles en version PZEV
Optez pour la technologie PZEV, la solution écologique abordable et sans compromis.

subaru-pzev.ca

Japonais et plus encore! www.quebec.concessionsubaru.ca

SUBARU
Confiance et évolution

LACHUTE SUBARU
BROWNSBURG

CONCEPT AUTOMOBILES
GRANBY

JOHN SCOTTI SUBARU
ANJOU

SUBARU-MONTRÉAL
MONTRÉAL

SUBARU DE LAVAL
LAVAL

SUBARU BROSSARD
BROSSARD

SUBARU SAINTE-AGATHE
SAINTE-AGATHE-DES-MONTS

SUBARU SAINT-HYACINTHE
SAINT-HYACINTHE

SUBARU REPENTIGNY
REPENTIGNY

SUBARU-DES-SOURCES
DOLLARD-DES-ORMEAUX

SUBARU RIVE-NORD
BOISBRIAND

JOLIETTE SUBARU
JOLIETTE

* À la location, les frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers sont inclus. Transport et préparation inclus. Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Recyclage Québec, droit sur les pneus neufs inclus. Le concessionnaire peut offrir un prix ou taux moindre. Offres applicables sur approbation de crédit des Services Financiers Subaru par TO2. A il est possible de parcourir jusqu'à 1 054 km avec un seul plein de carburant selon les cotes de consommation de carburant établies par Ressources naturelles Canada de 6,4 l/100 km (route) pour une Subaru Legacy 2012 équipée de la transmission automatique à variation continue et dotée d'un réservoir d'essence d'une capacité de 70 litres. La consommation de carburant réelle variera selon les conditions routières, les habitudes de conduite et la charge du véhicule. † Prix valeurs résiduelles 2012 ALG Canada pour la gamme Subaru : première position au classement général, catégorie marque grand public. ‡ Mention « Meilleur choix sécurité » pour la Legacy 2012. Une cote « Bonne » constitue la meilleure cote possible à l'essai de résistance de toit (test de capotage) ainsi que dans les essais de collision frontale déportée à 40 mi/h (65 km/h), de collision latérale à 31 mi/h (50 km/h) et de collision arrière à 20 mi/h (32 km/h) réalisés par l'Institut des assureurs américains (IHS) (www.ihs.org). Un véhicule doit avoir obtenu la cote « Bonne » aux quatre essais de collision et doit offrir un programme de stabilité électronique (ESC) (Contrôle de la dynamique du véhicule) pour mériter la distinction « Meilleur choix sécurité ». Pour plus d'information sur ces offres, voyez votre concessionnaire Subaru participant. Photo(s) à titre indicatif seulement. Les spécifications techniques sont sujettes à changement sans préavis. Offres valables jusqu'au 30 avril 2012.

MONTRÉAL PLUS

Quasi-monopole de Génipur à Lachine

Le contrôleur général s'interroge sur les liens entre la société de génie-conseil et Claude Dauphin

EXCLUSIF

KARIM BENESEAIEH

Irrégularités dans l'attribution de certains contrats, quasi-monopole dans l'arrondissement de Lachine, mais échecs ailleurs à Montréal, et un président considéré comme « une connaissance de longue date » du maire Claude Dauphin: ce sont les trois éléments qui ont amené le contrôleur général de la Ville de Montréal à « soulever un questionnement » sur la société de génie-conseil Génipur à Lachine, dans un rapport confidentiel déposé le 24 février.

Ce nouvel extrait de cinq pages que *La Presse* a obtenu, a été descendu en flammes par M. Dauphin, qui y voit une « vendetta ». L'expert-président du conseil municipal réclame 250 000\$ de la Ville pour atteinte à sa réputation et violation de sa vie privée dans le cadre d'une autre affaire.

Quasi-exclusivité

Selon le rapport, la société de génie-conseil Génipur, dont le président est Pierre Turmel, a remporté 12 des 14 appels d'offres auxquels elle a participé, pour des contrats totalisant 1,1 million, ce qui lui a assuré la « quasi-exclusivité » dans son domaine.

On rappelle que M. Turmel connaît M. Dauphin depuis longtemps, comme l'ont rapporté plusieurs médias – et comme le confirme sans hésiter le maire de Lachine. « C'est le maire de Saint-Pierre qui me l'avait présenté à l'époque où j'étais député à l'Assemblée nationale [dans les années 80], dit-il. La relation que j'entretiens avec



Le président de Génipur, Pierre Turmel, connaît Claude Dauphin (notre photo), le maire de Lachine, depuis longtemps.

lui est dictée par mon rôle de maire d'arrondissement, sans plus.»

Génipur, précise le rapport, « n'a remporté aucun

gré, sans appel d'offres, attribués par l'arrondissement de LaSalle.

On relève que certains comités de sélection ne res-

certain comités auraient pu être influencés par un membre en particulier », écrit l'auteur du rapport, sans plus de précisions.

Selon le rapport, la société de génie-conseil Génipur a remporté 12 des 14 appels d'offres auxquels elle a participé, pour des contrats totalisant 1,1 million de dollars.

des appels d'offres en six tentatives ailleurs à la Ville [dans trois arrondissements] ». Elle a par contre obtenu cinq contrats de gré à

ceptaient pas les critères habituels, notamment parce qu'il y avait des liens hiérarchiques entre des membres. « Nous pouvons penser que

Des contrats avant 2001

Il relève ensuite certaines « irrégularités » dans l'attribution des contrats. En avril 2003, on a donné un contrat

de surveillance de 136 305\$ à Génipur sans soumission publique. En septembre 2003, lors d'un appel d'offres impliquant Génipur et Le Groupe Séguin Experts-Conseils, ce dernier a étonnamment majoré sa soumission après la date limite. « Sans cet ajout, Séguin aurait remporté l'appel d'offres », analyse le rapport.

En novembre 2006, le conseil d'arrondissement a donné deux contrats totalisant 29 043\$ dans le cadre du même projet d'infrastructures. Au-delà de 25 000\$, rappelle le contrôleur général, on doit recourir à un appel d'offres sur invitation.

« Rien n'indique que Lachine est désavantagée par la qualité des services rendus », précise toutefois le rapport. Les liens personnels entre MM. Turmel et Dauphin, combinés à la part « significative » des contrats obtenus par Génipur à Lachine, « peuvent soulever un questionnement sur les valeurs pronées par la Ville, qui veut favoriser la libre concurrence ».

Ces reproches sont rejetés en bloc par M. Dauphin, qui précise qu'aucun élu ne siège aux comités de sélection.

« Nous ne participons pas au processus. Tous les dépassements de coûts ont été justifiés par les responsables des services. Le conseil d'arrondissement approuvait ensuite le paiement par résolution. »

M. Turmel, rappelle le maire de Lachine, « avait des contrats à Saint-Pierre et Lachine avant [son] arrivée en politique municipale ». Si la société Génipur est effectivement absente des autres arrondissements montréalais, « elle a des contrats dans beaucoup de villes de la région métropolitaine », ce que confirme son site internet.

Qu'est-ce qui rend Milos Raonic si confiant ?



Milos Raonic, le Canadien qui occupe le meilleur rang au classement mondial du tennis masculin (ATP), a beaucoup de raisons d'être confiant. Ayant déjà remporté deux titres de l'ATP cette année, Monsieur Raonic a des attentes élevées envers lui-même à l'approche de la saison estivale. « Je suis très compétitif et je veux gagner. Je suis plus exigeant à mon égard qu'envers n'importe qui d'autre, mais d'une façon qui atténue la pression extérieure », a-t-il déclaré. Voyez notre entretien vidéo avec Milos Raonic en visitant le harryrosen.com. Monsieur Raonic porte ici des vêtements Lacoste. Pour le remercier de sa participation à cette publicité, un don a été fait en son nom à la fondation Milos Raonic.

HARRY ROSEN

harryrosen.com

ACCUSÉS D'AVOIR VERSÉ DES POTS-DE-VIN À MASCOUCHE

Deux lobbyistes toujours actifs dans 16 autres villes

VINCENT LAROUCHE

Deux entrepreneurs accusés d'avoir versé des pots-de-vin à Mascouche sont toujours inscrits comme lobbyistes pour tenter d'obtenir des contrats dans 16 autres villes. Alors qu'à Montréal, l'administration Tremblay ne veut plus rien savoir d'eux, l'Association québécoise des lobbyistes invite toutes les municipalités à se pencher sur la question au plus vite.

Normand Trudel et Sylvie Chassé, deux dirigeants de Transport et Excavation Mascouche et de Modules Jeutem, ont été arrêtés mardi dernier par l'escouade Marteau, bras armé de l'Unité permanente anticorruption. Ils sont notamment accusés d'avoir versé des pots-de-vin au maire Richard Marcotte en échange de contrats municipaux.

Tous deux figurent au Registre des lobbyistes du Québec depuis décembre 2011. Ils ont le mandat de faire des représentations pour leur entreprise «auprès de toutes les municipalités du Québec». Ils citent en particulier 17 municipalités, dont Mascouche, Terrebonne,



PHOTO IVANO H. DEMERS, LA PRESSE

Normand Trudel (notre photo) et Sylvie Chassé ont été arrêtés mardi dernier par l'escouade Marteau.

Montréal, Laval, Longueuil, Saint-Jérôme et Repentigny.

Égouts, déneigement, réseaux d'eau

Leur but est d'intervenir auprès des titulaires de charges publiques dans le but d'obtenir des contrats relatifs

au mobilier urbain, aux équipements de parcs, aux égouts, aux réseaux d'eau, à l'aménagement paysager et au déneigement.

Pour le moment, la porte-parole du Commissaire au lobbyisme, Louise-Andrée Moisan, affirme que son

organisme n'a pas l'intention de se mêler du dossier.

Mais l'Association québécoise des lobbyistes, un regroupement de professionnels qui se fait le chien de garde de l'éthique en la matière, croit que des vérifications s'imposent.

«C'est certainement préoccupant. Ça ne veut pas dire que les gens utilisent les mêmes techniques partout. Mais à partir du moment où on constate une situation quelque part, des vérifications diligentes sont de mise dans les autres endroits», affirme le président, Étienne Couture.

Sans vouloir commenter le cas particulier de Normand Trudel et de Sylvie Chassé, il affirme que des lobbyistes qui verseraient des pots-de-vin feraient mal à l'image de la profession.

«Quelqu'un qui ne respecte pas les lois ne va faire un bon profil à personne», dit-il.

Montréal ne veut plus les voir

Premier à réagir, le cabinet du maire de Montréal a indiqué à *La Presse* hier que le comité exécutif ne souhaite pas voir des accusés tourner autour de ses élus et de ses fonctionnaires.

«On n'est pas obligés de faire affaire avec les gens qui sont accusés», martèle la porte-parole Martine Painchaud.

«Dans une perspective où nous ne voulons pas faire affaire avec ces gens, qui sont innocents jusqu'à preuve du contraire, nous avons demandé un avis au contentieux pour comprendre les implications juridiques de cette décision politique», dit-elle.

De son côté, le cabinet de la mairesse de Longueuil, Caroline St-Hilaire, s'est contenté de préciser que les deux entrepreneurs n'ont reçu aucun contrat au cours des dernières années. À Terrebonne, le porte-parole de la Ville refuse de commenter le dossier. À Laval, la direction des communications devait valider certains renseignements avant de répondre.

— Avec la collaboration de William Leclerc

Salon Plan Nord

Malaise autour d'une pub de Mascouche

Le maire de Mascouche a causé un léger malaise au Salon Plan Nord le jour de son arrestation. Dans une publicité distribuée aux participants vendredi, Richard Marcotte invitait les entrepreneurs au réseautage et vantait les installations de Normand Trudel et de Tony Accurso, ses coaccusés dans le projet Gravier de l'Unité permanente anticorruption.

La publicité en couleurs d'une demi-page apparaît bien en évidence dans une brochure de 80 pages intitulée *Le Point ressources naturelles*, tirée à 5000 exemplaires pour le salon. Le maire y décrit sa ville comme un «château fort» de l'expertise en plusieurs domaines, dont la décontamination des sols.

L'entreprise de décontamination installée à Mascouche appartient à MM. Accurso et Trudel. Elle est impliquée dans un litige judiciaire avec la Ville, qui lui refuse un certificat de conformité.

«Il y a eu quelques remarques, un questionnement, notamment par la chambre de commerce [qui organisait le salon au Palais des congrès]», affirme Michel Gagnon, directeur de production de la publication.

«On a pensé masquer l'annonce, puis on s'est dit que les gens comprendraient que c'était déjà imprimé. Et on se dissocie complètement des choses qui se sont produites», assure-t-il.

Michel Leblanc, président de la chambre de commerce, ne se formalise pas de l'affaire, même s'il avoue avoir été surpris. «Je l'ai vu et j'ai dit: "Mon Dieu, c'est... particulier!"», dit-il.

— Vincent Larouche



PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE

Pinard

VOUS AVEZ UN PLAN POUR RÉDUIRE VOTRE STRESS.

AVEZ-VOUS UN PLAN POUR RÉDUIRE VOS IMPÔTS ?

En intégrant à votre Plan financier de Desjardins l'assurance vie universelle, vous faites fructifier la valeur de vos avoirs à l'abri de l'impôt avec :

- la combinaison d'une assurance vie et d'un fonds d'épargne fiscalement avantageux
- l'investissement dans un produit complémentaire au REER et au CELI
- le versement, au moment du décès, d'un montant d'assurance incluant le compte de placement et les intérêts, libres d'impôt

Prenez rendez-vous avec un de nos experts* pour connaître tous les avantages fiscaux de ce produit distinctif.

ASSURANCE VIE UNIVERSELLE

Desjardins.com/VieUniverselle

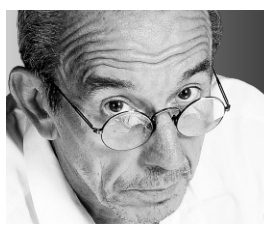
*Conseillers en sécurité financière de Desjardins Sécurité financière, cabinet de services financiers.

Desjardins

Coopérer pour créer l'avenir

ACTUALITÉS

Rires de pluie



PIERRE
FOGLIA
CHRONIQUE

Moi, j'ai ri vendredi quand M. Charest a dit: à ceux qui frappent à la porte ce matin, on pourrait leur offrir un emploi... dans le Nord autant que possible. Moi, j'ai trouvé ça drôle. Pardon, Patrick (Lagacé), mais tu commences ton billet de samedi en disant «De n'importe qui d'autre...», je pense exactement le contraire: de n'importe qui d'autre, c'eût été moins drôle.

C'était drôle parce qu'il est premier ministre. Parce que l'impertinence. Parce que la transgression. Le rire est beaucoup affaire de transgression (sauf dans les shows d'humour).

Il y a des rires de droite et de gauche comme il y a des idées de droite et de gauche, la différence avec les rires, peu importe qu'ils soient de droite ou de gauche: tu ris. C'est toujours ça de pris. Même si tu grimaces en même temps, même si tu dis: ah, le petit crisse! Tu ris.

On peut très bien s'indigner

du manque de sérieux de M. Charest dans ses négociations avec les étudiants et l'applaudir quand il déconne superbement comme il l'a fait au Palais des congrès vendredi.

Ce que moi, je n'ai pas trouvé drôle, c'est la hâte et l'application avec lesquelles M^{me} Marois et Legault se sont dépêchés de faire de ce rire un dérapage. Surtout M. Legault, grandiloquent: aujourd'hui le Québec n'avait pas de premier ministre. Arrête, Chose.

Et ce qui me déçoit mais sans me surprendre, c'est que les étudiants n'ont pas ri. On les aime, ces jours-ci, on les trouve bien fins, bien vivants, bien intelligents, on est bien contents de se dire qu'ils sont la société de demain, mais finalement, faut pas non plus trop leur en demander, ce sont aussi les petits mononcles de demain.

Quel temps de cul, non?

J'ai passé le week-end à lire un polar, à regarder cinq matches de hockey à la télé, une course de bicyclette à la

télé aussi, et à regarder un film sur mon ordi: *Monsieur Lazhar*, que j'ai bien aimé, mais pas autant que vous. J'ai trouvé que les enfants qui jouaient là-dedans étaient incroyables, je les ai adorés comme comédiens, comme enfants un peu moins, un bon petit film quand même, surtout quand il pleut, et non seulement il pleuvait, mais il neigeait un petit peu. Je me suis glissé dans cette histoire douillette comme sous une doudoune en duvete, me demande même si j'ai pas dormi un petit peu.

Pour le hockey, ça s'est très bien passé aussi. Les Penguins et Vancouver se sont fait planter, yesss! Les Penguins ont perdu par la faute de leur gardien Marc-André Fleury, et justement parce qu'il ne s'appelle pas Bryzgalov, il faut voir se tortiller les commentateurs de RDS pour éviter de l'accabler. Y connaissent sa mère ou quoi? Ne leur en déplaise, cette série-là a été une série de gardiens pourris, le moins pourri a gagné.

Les Flyers me sont sympathiques, mais il faudra que je me tienne loin de RDS et de l'overdose de Claude Giroux et de Daniel Brière qui va forcément nous tomber dessus. Pour les autres séries, il ne me déplairait pas que Washington fasse payer à Tim Thomas son

affront à Obama. Ottawa ou New York? M'en crisse.

Pour le bicyclette, on pouvait difficilement espérer mieux pour le commenter à RDS que le duo Louis Bertrand et Dominique Perras. Le problème, c'est que lorsqu'ils entrent en ondes à midi pour me décrire les 100 derniers kilomètres de Liège-Bastogne-Liège, je sais depuis 20 minutes que c'est le Kazakh Inglisky qui a gagné. En passant, ça fait deux classiques ardennaises que remportent les coureurs de l'équipe kazakh Astana, habituellement beaucoup plus discrets.

Excuse-moi, Louis, t'ai-je vraiment entendu dire qu'Astana était le nom d'un conglomérat de multinationales pharmaceutiques? C'est complètement faux. Astana est le nouveau nom de la capitale du Kazakhstan qui s'est appelée successivement Akmolinsk, puis Tselinograd, puis Akmol et enfin Astana qui signifie en langue kazakhe: là où passe le chemin. Remarque, c'est déjà mieux qu'à Laval où il ne se passe rien.

Qu'est-ce qu'on disait?

Vous ai-je déjà dit que j'étais vieux? Je l'ai rarement été autant que vendredi soir dernier. Je suis allé voir un show de rock avec une de mes petites-filles à l'église

Saint-Jean-Baptiste rue Rachel, la moyenne d'âge devait être 12 ans et demi – j'exagère –, j'avais essayé de me défilier: tu veux pas y aller avec une copine? Non, non, viens avec moi, grand-papa.

En première partie, Low, un trio du Wisconsin, guitare, basse et une grosse dame à la batterie, des mormons paraît-il, j'aurais probablement hurlé si j'avais compris quelque chose aux paroles, mais leur musique était écœurante, je vais de ce pas acheter leur dernier CD. J'ai plus aimé cette première partie que la suite, Death Cab For Cutie, que j'ai trouvé un peu surfait, et cultivant ostensiblement le champ gauche.

On était allés manger à L'Express avant le show où je n'étais pas retourné depuis des années, un autre genre de petite musique, nostalgique celle-là. Tout y est exactement comme il y a 30 ans, le décor, la carte, le service, la saveur des plats, même monsieur Masson – ce fut un plaisir de vous saluer, monsieur Masson –, même l'île flottante qui flotte sur le même lac de crème anglaise et sous la même coupole de caramel craquant qu'il y a 30 ans.

Je peux y goûter, grand-papa?

Non. C'est pas bon. Tu vas être malade.

PROFILAGE RACIAL

Un policier doit verser 18 000 \$ à une victime

ÉMILIE BILODEAU

Un policier du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a été condamné à verser 18 000 \$ à un homme victime de profilage racial. Le Tribunal des droits de la personne a conclu, mercredi dernier, que le policier Dominique Chartrand a proféré des insultes racistes à l'endroit de Milad Rezko en plus d'avoir fait des vérifications disproportionnées et de lui avoir remis un constat d'infraction sur la base de préjugés.

L'histoire de M. Rezko, citoyen montréalais d'origine arabe, remonte au mois de mars 2007. Le travailleur sort de son bureau, situé dans le quartier Chabanel, pour rencontrer un représentant de vêtements qui doit lui remettre quelques échantillons et des documents. Comme il fait froid, M. Rezko monte à bord de la voiture de luxe de son



PHOTO PATRICK SANFAÇON. ARCHIVES LA PRESSE

Mercredi dernier, une juge a décrété qu'un policier du SPVM avait fait preuve de discrimination et qu'il s'était acharné en procédant à une enquête de 53 minutes pour vérifier l'identité d'un passager qui n'avait commis aucune infraction.

associé d'affaires.

C'est alors que le policier, Dominique Chartrand, voit les deux hommes. Il gare

sa voiture, les gyrophares allumés, derrière la leur. Le patrouilleur demande des pièces d'identité aux deux

hommes et soutient que M. Rezko ne porte pas sa ceinture de sécurité.

Ce dernier jure, en faisant un signe de croix, qu'il n'a pas de papiers d'identité sur lui.

Le policier lui aurait répondu: «Je m'en crisse, de ton bouddhisme, ton catholique, tous les Arabes sont des menteurs», rapporte le jugement.

M. Rezko a contesté le billet d'infraction qu'il a reçu pour avoir commis une infraction au Code de la sécurité routière.

La cour municipale l'a acquitté en mai 2008. Il a également porté plainte à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

Mercredi dernier, la juge Michèle Pauzé a décrété que le policier avait fait preuve de discrimination et qu'il s'était acharné en procédant à une enquête de 53 minutes

pour vérifier l'identité du passager qui n'avait commis aucune infraction.

Un cas de jurisprudence

Le Tribunal des droits de la personne entendait pour la première fois un dossier de profilage racial. La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse s'est réjouie du jugement qui pourrait faire jurisprudence.

«Ça avalise notre définition du profilage racial que nous avons adoptée en 2005, c'est-à-dire une personne en autorité qui traite de façon différente une personne en fonction de sa race, de sa couleur, de son origine ethnique, ce qui est la situation dans ce dossier», a dit Gaétan Cousineau, président de la Commission.

Il a été impossible de savoir, auprès du SPVM et de la Ville de Montréal, si la cause sera portée en appel.

VOICI LA MINI COOPER KNIGHTSBRIDGE 2012.



LA TAILLE NE COMPTE PAS QUAND ON EST BIEN ÉQUIPÉ.

Une édition spéciale pour ce classique moderne par MINI avec un paquet d'extras, incluant :

- Toit ouvrant panoramique
- Sièges chauffants
- Bluetooth et interface audio USB
- Entretien périodique sans frais 3 ans / 50 000 km[†]
- Consommation d'essence : 5,3 l/100 km (6,8 l/100 km en ville)

MENSUALITÉ À LA LOCATION

289 \$**

MONTANT DÛ À LA LIVRAISON : 3 326 \$

PRIX DE VENTE

25 713 \$

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

L'OFFRE SE TERMINE LE 30 AVRIL 2012.

TAUX À LA LOCATION

2,9 %*

JUSQU'À 48 MOIS



CONSULTEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE POUR PLUS DE DÉTAILS.

MINI BROSSARD
8500, boul. Taschereau Ouest
Brossard (Québec)
450 445-MINI (6464)
MINIbrossard.com

MINI LAVAL
2450, boul. Chomedey
Laval (Québec)
514 773-MINI (6464)
MINIlaVal.ca

MINI MONT ROYAL
4070, rue Jean-Talon Ouest
Montréal (Québec)
514 289-MINI (6464)
MINImontroyal.ca



ESSAYEZ-EN UNE



* Le taux de location est celui offert par Services financiers MINI sur approbation du crédit uniquement quant au modèle ci-après cité en stock: MINI Cooper Knightsbridge 2012. Offre à la location : pour une location de 48 mois, avec versement initial de 2329 \$ (sur approbation de crédit) avec un taux d'intérêt annuel de 2,9% comportant une mensualité de 289 \$. Un montant de 3326 \$ est exigé à la signature du contrat de location, lequel montant inclut l'acompte de 2329 \$, un dépôt de sécurité de 289 \$, la première mensualité, ainsi que l'enregistrement d'une hypothèque mobilière, la taxe de recyclage de pneus ainsi que la taxe d'accise de 100 \$. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 11328 \$. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. L'obligation totale pour la location est de 19 549,80 \$ (incluant le dépôt de sécurité). Le kilométrage annuel alloué est de 20 000 km ; 0,15 \$ du kilomètre excédentaire. Conditions générales : le concessionnaire peut louer (ou vendre) à prix moindre. Le coût de l'enregistrement du véhicule, les frais d'immatriculation, les options, l'assurance et les taxes applicables sur le dépôt et sur les mensualités sont en sus. Des frais peuvent être exigés pour usage excessif. Cette offre est d'une durée limitée, sujette à la disponibilité et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 30 avril 2012. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire MINI pour obtenir tous les détails. Les modèles MINI 2012 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien sans frais de 3 ans ou 50 000 km, selon la première éventualité. © MINI Canada, 2012. « MINI », le logo MINI, tous les noms de modèles MINI et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à MINI sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

« VOUS POURRIEZ COMPARER,
MAIS ÇA NE CHANGERAIT RIEN! »



«...SON INTÉRIEUR EST MODERNE, BIEN PENSÉ
ET OFFRE TOUT LE LUXE ET LE CONFORT QU'ON SOUHAITE
RETRouver À BORD D'UN TEL VUS. »

- FRANCIS BRIÈRE, L'ANNUÉ DE L'AUTOMOBILE 2012



EDGE SEL 2013 À TRACTION AVANT

LOUEZ POUR SEULEMENT

359\$*
PAR MOIS

TERME AUSSI
COURT QUE
36 MOIS

AU TAUX DE FINANCEMENT ANNUEL DE 0 %
INCLUANT

2 475 \$ EN RAJUSTEMENTS DE PRIX

LIMITE DE 20 000 KM PAR AN
ACOMPTÉ DE 2 995 \$. 0 \$ DÉPÔT DE GARANTIE.
FRAIS DE TRANSPORT ET TAXE SUR LE CLIMATISEUR INCLUS



- Jantes de 18 po en aluminium
- Sièges baquets chauffants à l'avant, à réglage électrique en 10 directions côté conducteur
- Système de connectivité embarqué à commande vocale SYNC® de Ford avec écran ACL de 4,2 po
- Régulation électronique automatique de la température à deux zones
- Entrée sans clé à télécommande

Ford
AUCUNE COMPARAISON.
AUCUN COMPROMIS.
EDGE.



OU OPTEZ POUR
LE **EDGE SEL 2013**

ÉQUIPÉ D'UN GROUPE D'ÉQUIPEMENT
SUPÉRIEUR ET DE L'ENSEMBLE CONFORT INCLUANT :

POUR SEULEMENT
40\$* DE PLUS
PAR MOIS

- Toit panoramique Vista
- Caméra de recul
- Siège passager avant à réglage électrique en 6 directions
- Système MyFord Touch^{MC} avec écran tactile ACL de 8 po offrant un contrôle absolu sur les équipements de divertissement, de navigation, de climatisation et sur votre téléphone.
- Dessus de sièges en cuir

DE RETOUR



LES MEMBRES COSTCO ADMISSIBLES OBTIENNENT UN RABAIS ADDITIONNEL DE **1 000 \$**^{OO}



Allons plus loin
| quebecford.ca |

AUCUNE COMPARAISON. AUCUN COMPROMIS.
SEULEMENT CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE FORD.

LES ACHETEURS ANSÉS LISENT LES PETITS CARACTÈRES. Les véhicules illustrés peuvent être dotés d'équipements offerts en option. Les concessionnaires peuvent louer à prix moindre. Ces offres s'adressent à des particuliers admissibles uniquement, sur approbation du crédit par Crédit Ford. Certains clients pourraient ne pas être admissibles au taux d'intérêt annuel le plus bas. Un dépôt de garantie pourrait être exigé par Crédit Ford selon les termes et conditions du crédit du client. Ces offres excluent les frais d'immatriculation, les assurances, le plein de carburant, l'inscription au ROPRM (pour les véhicules busés), la taxe écologique sur les pneus neufs, la TPS et la TVQ. Tous les prix et rabais sont appliqués à partir du prix de détail suggéré par le constructeur (PDS). Ces offres sont d'une durée limitée et peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Pour obtenir tous les détails, consultez votre concessionnaire Ford ou appelez le Centre des relations avec le client Ford au 1 800 565-3673. Louez un Edge SEL 2013 à traction avant neuf équipé du groupe d'équipement supérieur et de l'ensemble confort au taux d'intérêt annuel de 0 % pour un terme allant jusqu'à 36 mois pour une mensualité égale de 359 \$ / 399 \$ moyennant un acompte de 2 995 \$, incluant 1 500 \$ en contribution du concessionnaire. L'obligation locale totale est de 15 937 \$ / 17 391 \$, 40 \$ et la valeur de rachat optionnelle est de 17 689 \$ / 19 159 \$. Les taxes sont exigibles sur le montant total du prix de financement à la location, après déduction de tout rajustement de prix. Certaines conditions et une limite de 60 000 km pour une période de 36 mois s'appliquent. * Cette offre est en vigueur du 3 avril au 31 mai 2012. La période de location de l'offre est applicable à l'achat ou à la location d'un Edge 2012 ou 2013 neuf (chaque élément «véhicule admissible»). Le véhicule admissible doit être livré ou commandé à l'usine par votre concessionnaire Ford ou Lincoln participant durant la période de l'offre. Cette offre n'est valable que chez les concessionnaires participants et est assujéti à la disponibilité des véhicules, et peut être annulée ou modifiée en tout temps sans préavis. Une seule offre est applicable à l'achat ou à la location d'un (1) véhicule admissible par membre admissible de Costco. Jusqu'à concurrence de deux (2) véhicules par numéro de membre admissible de Costco. Cette offre peut être combinée à la plupart des offres aux consommateurs/clients par Ford ou Canada Limited, soit au moment de la commande à l'usine (le véhicule doit être commandé durant la période de l'offre), soit au moment de la livraison, mais non des deux. Les taxes s'appliquent avant la déduction de 1 000 \$ CAN. Offre d'une durée limitée. Consultez votre concessionnaire pour tous les détails ou appelez le Centre des relations avec le client Ford au 1 800 565-3673. © 2012 Ford du Canada Limited. * Colles de consommation de carburant estimatives pour le Edge SEL 2012 / 2013 à traction avant. Les colles de consommation de carburant sont établies selon des méthodes d'essai approuvées par Transports Canada. © 2012. SIRIUS Canada Inc. * SiriusXM, le logo SiriusXM, de même que les noms et logos des stations sont des marques de commerce de SiriusXM Radio Inc. Utilisées en vertu d'une licence.

(((Siriusxm)))

De série sur la plupart des véhicules Ford avec abonnement de 6 mois prépayé

ACTUALITÉS

Rafales de vent à Québec Hydro et les pompiers débordés

Arbres cassés, fils électriques sectionnés : les vents de 100 km/h qui ont soufflé hier ont causé des dommages importants et privé de courant jusqu'à 32 000 abonnés d'Hydro-Québec. Triste événement, un pompier a subi des blessures graves après avoir reçu une décharge électrique.

De 3h à 15h, hier, le service 911 de la Ville de Québec a reçu 180 appels pour des branches tombées sur des fils électriques ainsi que pour des abris de toile et des toitures envolés, relate Annie Marmen, du Service de protection contre les incendies (SPIQ). À lui seul, ce nombre illustre l'ampleur des dégâts provoqués par la tempête de vent et le mélange de précipitations, soutient-elle.

Peu avant 11h, un pompier de 40 ans de la Ville de Québec, le capitaine Jean-François Daigle, a subi d'importantes brûlures au deuxième et troisième degré sur plusieurs parties du corps après être entré en contact avec un fil électrique de moyenne tension. Le fil avait provoqué un début

d'incendie sur le balcon d'une résidence située à l'intersection de l'avenue Raymond-Blouin et de la rue Sainte-Élisabeth.

M. Daigle, sapeur à la Ville depuis 1998, était présent à titre de photographe du SPIQ. L'organisme à but non lucratif (OBNL) diffuse dans son site internet des reportages sur les interventions des pompiers de Québec. L'OBNL jouit d'une entente avec la Ville qui lui permet d'accéder aux périmètres de sécurité.

Hier, en fin de journée, il était impossible d'obtenir un bilan de santé de la victime. Cependant, il était conscient lors de son transport à l'hôpital et on ne semblait pas craindre pour sa vie.

Les monteurs de ligne d'Hydro-Québec sont à pied d'œuvre depuis tôt hier matin pour rétablir le courant. Au plus fort des pannes à midi, 70 équipes tentaient de rebrancher 32 032 clients toujours privés d'électricité dans les régions de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches.

— Jean-François Néron, *Le Soleil* (Avec Matthieu Boivin)



PHOTO ÉRICK LABBÉ, LE SOLEIL

Le sous-sol du Grand Nord fond

Le dégel du pergélisol complique les projets énergétiques et miniers

CHARLES CÔTÉ

Vendeur de congélateur en Alaska, un métier d'avenir ? Depuis des milliers d'années, les autochtones de l'Arctique dépendent des congélateurs naturels qu'ils aménagent dans le sol gelé en permanence.

Mais ces glacières sont de moins en moins fiables, selon les recherches présentées au congrès international sur les mondes polaires, à Montréal.

Le dégel du pergélisol — *permafrost* en anglais — ne fait pas que mettre en péril l'alimentation traditionnelle des peuples du Grand Nord. Il complique aussi les projets énergétiques et miniers dans toute la région. En dégelant, le sol gorgé d'eau se liquéfie et peut emporter avec lui routes, pipelines et bâtiments.

« En Alaska, on ne trouve plus de pergélisol plus froid que -10 degrés, dit Vladimir Romanovsky, chercheur à l'Université d'Alaska à Fairbanks. Il y a des lacs qui se drainent soudainement quand le sol dégèle autour. »

En Russie, on observe la fonte du pergélisol dans plusieurs régions, ajoute-t-il. « C'est une préoccupation énorme pour les infrastructures pétrolières et gazières qui alimentent l'Europe », précise M. Romanovsky. Des centaines de kilomètres de pipelines existants et futurs seront en effet au-dessus de pergélisols en état de fonte d'ici 40 ou 50 ans.

Des scientifiques en émoi

Même dans cette salle bondée de scientifiques très bien informés, les photos de la présentation de M. Romanovsky suscitent



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Le dégel du pergélisol met en péril l'alimentation traditionnelle des peuples du Grand Nord.

l'émoi. L'une de ces photos montre une immense brèche d'un kilomètre de largeur là où la terre a pratiquement fondu. Une autre montre un pipeline tordu par le sol qui s'est dérobé sous lui.

naturelles, étudie le pergélisol dans la vallée du Mackenzie. C'est par cette vallée que le gaz ou le pétrole de l'Arctique canadien devra passer. « Nous devons savoir comment le pergélisol est réparti

« En Alaska, on ne trouve plus de pergélisol plus froid que -10 degrés. Il y a des lacs qui se drainent soudainement quand le sol dégèle autour. »

— Vladimir Romanovsky, chercheur à l'Université d'Alaska à Fairbanks

Ces problèmes vont hanter les mégaprojets énergétiques et miniers de l'Arctique canadien et du Plan Nord québécois.

Sharon Smith, du ministère canadien des Ressources

et comment il est en train de changer avant de prendre des décisions au sujet des infrastructures, dit M^{me} Smith. Cela se réchauffe constamment depuis 1984. »

Les modèles climatiques

prévoient la disparition quasi complète du pergélisol au Québec au cours du prochain siècle. Michel Allard, de l'Université Laval, estime que cela aura un impact sur les projets miniers du Plan Nord. « Les infrastructures de transport sont sensibles, dit-il. Les routes, chemins de fer, pistes d'atterrissage devront être planifiées en fonction des types de sol. »

Il ajoute que les parcs de résidus miniers seront à risque. En effet, tout comme les lacs en Alaska qui disparaissent comme un évier qui se vide, les bassins de rétention miniers pourraient aussi réserver des surprises. « Quand le sol dégèle, ça ouvre des nouveaux chemins pour l'eau », explique-t-il.

UN DON D'UN MILLION PAR AN POUR LA RECHERCHE

La recherche arctique a maintenant son *Star Académie*. Un couple de riches immigrants, Sima Sharifi et Arnold Witzig, a lancé le prix Inspiration Arctique. Chaque année, un million de dollars seront distribués à des projets mettant en pratique sur le terrain les données scientifiques au sujet des changements climatiques et de leur impact sur les populations vivant dans le Grand Nord canadien. Un comité de cinq personnes, dont Martin Fortier, directeur du réseau de recherche ArcticNet, sélectionnera les projets. M. Fortier espère recevoir des projets qui sortent des circuits habituels. « Il y a déjà des millions pour la recherche, mais les règles font qu'ils sont alloués pour l'essentiel à des universitaires », dit-il.

AIDANTS NATURELS

Les médecins spécialistes lancent une fondation

DAPHNÉ CAMERON

La Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ) a lancé hier une fondation qui donnera, d'ici quelques années, 1 million de dollars annuellement pour financer des services de répit aux aidants naturels. Un premier don de 100 000\$ a été fait hier à la Maison Gilles-Carle, qui vient d'ouvrir ses portes.

Les sommes proviendront des cotisations syndicales des 9000 médecins spécialistes du Québec. Elles seront ensuite redistribuées à des maisons d'hébergement ou à des organismes qui prennent en charge pour une courte période les personnes malades ou handicapées afin d'offrir du repos à leurs proches aidants.

« Les gens ne le réalisent pas, mais dans le mandat de la Fédération, il y a un volet social. Au lieu de participer de façon classique dans le corps médical à des activités d'éducation médicale ou de recherche, nous avons décidé d'aller un peu plus loin, en mettant en place une fondation », a expliqué le président de la FMSQ, le D^r Gaétan Barrette.

La fondation choisira des organismes bénévoles ou sans but lucratif qui offrent des services de répit comme l'hébergement, le gardiennage ou l'aide aux tâches ménagères. Cette année, une somme de 500 000\$ sera attribuée à différents projets. D'ici trois à cinq ans, la FMSQ vise à porter cette somme à 1 million.

Merci à BMO Banque de Montréal de rapprocher les familles.

Grâce à son don de 340 000 \$ versé aux Manoirs Ronald McDonald^{MD} du Québec, BMO Banque de Montréal contribuera à l'agrandissement du Manoir de Québec et à la relocalisation du Manoir de Montréal. Objectif de la campagne de financement : 17 millions de dollars

PHOTO de gauche à droite :

Vittorio Pellegrino, vice-président, services aux entreprises région de Montréal de BMO Banque de Montréal

Normand Renaud, président du Manoir de Montréal

François Hudon, premier vice-président, Direction du Québec et cochef, Ventes spécialisées Amérique du Nord de BMO Banque de Montréal



Commission de l'immigration Trabelsi fait faux bond

Attendu par près de 80 expatriés tunisiens et la presse, Belhassen Trabelsi ne s'est pas présenté hier pour son audience en appel à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Le beau-frère de l'ancien président tunisien Ben Ali, à qui on a retiré la résidence permanente, espère rester au Canada avec sa femme et leurs deux enfants, en retrouvant son statut ou en obtenant l'asile.

Depuis son arrivée, il y a plus d'un an en jet privé, la famille Trabelsi vit à Montréal. Elle a retenu les services d'une firme privée de sécurité, mais a peur. Selon leurs avocats, les Trabelsi craignent, en se présentant hier à la CISR, d'être suivis jusqu'à leur domicile par les manifestants.

Leurs avocats, M^e Stéphanie Valois et M^e Norton Segal, ont déposé un cahier de plus de 203 pages à la CISR. Belhassen Trabelsi, privé de sa résidence permanente quatre jours après son arrivée à Montréal, ne conteste pas qu'il n'a pas respecté son obligation de résidence au Canada, mais il souhaite regagner son statut pour des motifs humanitaires, ce à quoi s'oppose l'Agence des services frontaliers (ASFC). « Le statut de résidence permanente a été utilisé à des fins touristiques pour faciliter

leur retour », estime M^e Gabriele Spina, représentant de l'ASFC. La CISR rendra une décision d'ici six mois.

La Tunisie a déposé officiellement une demande d'extradition au ministre de la Justice du Canada. Le volumineux dossier contient les éléments de preuve amassés jusqu'à maintenant sur les nombreuses affaires de corruption de Trabelsi en Tunisie. Il n'existe pas de traité d'extradition entre le Canada et la Tunisie. Toutefois, les deux pays ont signé la Convention internationale de lutte contre la corruption qui prévoit certaines dispositions à cet égard, souligne un responsable tunisien du dossier au ministère tunisien de la Justice. S'il a fallu 15 mois à la Tunisie pour transmettre cette demande, c'est en raison de la complexité des affaires de corruption.

Le Collectif des Tunisiens au Canada a profité de l'occasion pour demander au gouvernement de geler les avoirs des Trabelsi et de les restituer à la Tunisie. Les autorités canadiennes ont saisi 122 000 \$ dans un compte et une maison de 2,55 millions à Westmount. « On sait qu'il y a plus », soutient Sonia Djelidi, du Collectif.

— Anabelle Nicoud et Isabelle Hachey, en Tunisie



PHOTO NORMAND BLOUIN, COLLABORATION SPÉCIALE, ARCHIVES LA PRESSE
Des manifestants avaient demandé le renvoi de Belhassen Trabelsi devant l'hôtel Château Vaudreuil, le 26 janvier 2011.

L'ÉNERGIE ET LA CULTURE À L'ŒUVRE

GLOBAL100

Nous comprenons l'importance de la culture et son incidence sur le plan communautaire.

Enbridge est fière de s'associer à l'École nationale de théâtre du Canada. Ce prestigieux établissement de Montréal donne aux artistes doués la possibilité de parfaire leur art, de mettre leur talent en valeur et de démarrer une brillante carrière.

Enbridge livre certes l'énergie dont vous avez besoin tous les jours, mais elle tient aussi sa promesse : contribuer au mieux-être des collectivités. Ce n'est que l'une des raisons pour lesquelles Enbridge fait partie des 100 entreprises les plus engagées en faveur du développement durable dans le monde.

Pour en savoir plus, visitez www.enbridge.com.

Monument-National, Montréal, Québec

ENBRIDGE
L'énergie à l'œuvre

POLITIQUE

Le ministre Christian Paradis fait l'objet d'une autre enquête

MARTIN CROTEAU

OTTAWA — Nouvelle tuile pour le ministre de l'Industrie, Christian Paradis. La commissaire à l'éthique et aux conflits d'intérêts, Mary Dawson, ouvre une troisième enquête sur lui, cette fois liée à son séjour chez l'avocat et homme d'affaires Marcel Aubut.

En 2009, le ministre Paradis a pris part à un voyage de chasse à la propriété de M. Aubut, au moment où celui-ci tentait de convaincre le gouvernement fédéral de financer la construction d'un amphithéâtre à Québec. À cette époque, il était responsable des Travaux publics, en plus d'être le lieutenant de Stephen Harper au Québec.

M. Paradis a toujours maintenu qu'il a payé lui-même

ce voyage, et qu'il a utilisé son propre équipement une fois arrivé sur les lieux. Le gouvernement Harper a par ailleurs refusé de financer la construction de l'amphithéâtre à Québec.

Plainte du PLC

Le Parti libéral avait porté plainte à la commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique le mois dernier.

« À l'entendre parler, c'était presque une pré-

« M. Harper doit considérer que M. Paradis n'a plus la confiance des gens. Il n'a pas non plus le jugement pour exercer son poste de ministre. Donc, M. Harper devrait prendre ses responsabilités et le renvoyer sur les banquettes arrière. » — Alexandre Boulerice, député néo-démocrate

« La commissaire m'a informé qu'elle étudie la situation, a indiqué M. Paradis dans une déclaration envoyée par courriel. J'ai respecté la loi, et il me fera plaisir de lui fournir tous les faits. »

sentation Tupperware, il emmenait son propre lunch et tout ça, a ironisé à l'époque le député Denis Coderre. Connaissant Marcel Aubut, je trouve ça un peu drôle, les sandwiches pas de croûte, mais en tout cas. »

M. Harper devrait prendre ses responsabilités et le renvoyer sur les banquettes arrière. »

Une troisième enquête

Il y a quelques semaines, la commissaire à l'éthique et aux conflits d'intérêts a conclu que Christian Paradis s'est placé en conflit d'intérêts et qu'il a accordé un traitement de faveur à un ancien collègue, Rahim Jaffer.

Les faits remontent à 2009, lorsque M. Paradis a ordonné à un employé d'organiser une rencontre entre M. Jaffer et des fonctionnaires. L'ancien député conservateur souhaitait obtenir un coup de pouce du gouvernement fédéral pour son entreprise. Aucun financement fédéral ne lui a toutefois été accordé.

M^{me} Dawson enquête par ailleurs sur les agissements du ministre Paradis dans un autre dossier, celui d'un immeuble de Thetford Mines détenu par un ex-associé et dans lequel le gouvernement détient un bail jusqu'en 2018. Il a affirmé dans un journal local avoir fait pression pour que le centre de traitement des demandes d'assurance emploi de Rimouski soit démenagé dans cet immeuble de Thetford Mines.

Michael Ignatieff prédit l'indépendance du Québec

MARTIN CROTEAU

OTTAWA — Le Québec va un jour devenir un pays indépendant, a affirmé hier l'ancien chef libéral Michael Ignatieff dans une entrevue à la BBC.

M. Ignatieff, qui enseigne maintenant les sciences politiques à l'Université de Toronto, a été invité par la chaîne britannique à commenter la tenue d'un référendum sur l'indépendance de l'Écosse en 2014.

Parallèle avec l'Écosse

En traçant un parallèle avec l'expérience canadienne, l'ancien chef libéral affirme que les deux référendums sur la souveraineté du Québec ont incité le gouvernement fédéral à confier toujours plus de prérogatives au gouvernement québécois.

Il cite en exemple l'immigration, la gestion des ressources naturelles, l'éducation et la santé. (Ces pouvoirs ont été confiés aux provinces avant les référendums de 1980 et 1995.)

Cette stratégie, poursuit M. Ignatieff, permet de conserver l'unité du pays pendant un certain temps. Mais pas indéfiniment.

« C'est une sorte de station intermédiaire, affirme-t-il. Vous vous arrêtez là pour un temps. Mais la logique, un jour, est l'indépendance complète. »

« Pour le Québec comme pour l'Écosse? », demande l'intervieweur.

« Je pense, un jour, que c'est où ça mène. »

M. Ignatieff, qui a dirigé le Parti libéral lors des dernières élections fédérales,



PHOTO GEOFF ROBINS, ARCHIVES REUTERS

Selon l'ancien chef libéral Michael Ignatieff, le Québec et le Canada n'ont « plus rien à se dire ». Ils vivent dans un climat d'« indifférence mutuelle » et forment déjà, à plusieurs égards, deux pays séparés.

estime que le Québec est déjà « maître chez lui ». Même s'il ne forme pas un pays souverain, il agit sur son territoire comme s'il l'était.

« Étrange réalité »

Le professeur ne se réjouit guère de cette situation. Selon lui, le Québec et le Canada n'ont « plus rien à se dire ». Ils vivent dans un climat d'« indifférence mutuelle » et forment déjà, à plusieurs égards, deux pays séparés.

« Je ne peux imaginer ce pays sans le Québec, déplore-t-il. Je parle français. Et quand je pense à être

Canadien, parler français en fait partie. Mais ce n'est pas la manière dont la plupart des Canadiens pensent leur pays aujourd'hui. »

Cette « étrange réalité » ne plaît pas à la plupart des Canadiens, estime M. Ignatieff.

« Nous avons survécu au référendum, dit-il, mais nous avons subi des dommages. »

Le Scottish National Party, qui forme un gouvernement majoritaire depuis l'an dernier, projette de tenir un référendum sur l'indépendance de l'Écosse à l'automne 2014.

NPD Un député favorable au démantèlement du registre des armes s'en va

OTTAWA — Le Nouveau Parti démocratique (NPD) perd un deuxième député. Bruce Hyer, qui représente Thunder Bay-Superior North, en Ontario, siègera comme indépendant.

M. Hyer est l'un des deux députés néo-démocrates qui ont appuyé le démantèlement du registre des armes d'épaule lors d'un vote crucial en novembre dernier. Il avait défié la chef par intérim de l'époque, Nycole Turmel, qui avait publiquement affirmé que tout son caucus voterait contre le projet de loi conservateur.

Sur son site web, le député a dénoncé la rigidité de la discipline de parti qui, selon lui, laisse peu de place au véritable débat parlementaire.

Il affirme que son nouveau chef, Thomas Mulcair, a déjà promis de reconstituer le registre des armes d'épaule auquel il est opposé — ce que nie le NPD. Il déplore également le fait que le débat sur les changements climatiques se résume à un choix entre un système d'échange des quotas de pollution et l'inaction.

« Au lieu de coopération et de

compromis, les électeurs voient souvent une solidarité bête, où les partis politiques ont toujours raison et les électeurs ont toujours tort », écrit le député sur son site web.

M. Hyer a été exclu du cabinet fantôme dévoilé la semaine dernière par son nouveau chef, Thomas Mulcair. Il avait remporté la circonscription de Thunder Bay-Superior North par près de 8000 votes lors des dernières élections.

« La raison principale de son départ, c'est le fait que je dois à l'occasion imposer une décision qui est le reflet des positions prises collectivement par le parti, a affirmé le chef néo-démocrate, Thomas Mulcair. M. Hyer refuse catégoriquement toute position décidée par les autres collègues. »

M. Hyer est le deuxième député à quitter le caucus du NPD depuis que le parti forme l'opposition officielle à la Chambre des communes. La députée de Saint-Maurice-Champplain, Lise St-Denis, s'était joint au Parti libéral l'automne dernier.

— Martin Croteau



PHOTO SEAN KILPATRICK, LA PRESSE CANADIENNE

Bruce Hyer, qui représente Thunder Bay-Superior North, en Ontario, siègera comme indépendant.

L'ATELIER DE
DANIEL VÉZINA
Plus de 100 techniques
et recettes de base

UN INDISPENSABLE EN CUISINE

Offert en librairie ou sur librairie.lapresse.ca

UNE VICTOIRE ÉCLATANTE

Résultats préliminaires à 0h15



ALISON REDFORD
PARTI
CONSERVATEUR

61 députés



DANIELLE SMITH
PARTI WILDROSE

19 députés



BRIAN MASON
NOUVEAU PARTI
DÉMOCRATIQUE

4 députés



RAJ SHERMAN
PARTI LIBÉRAL

3 députés

DES BÉVUES DANS LE CAMP DU WILDROSE

Une série de déclarations controversées de candidats du Wildrose a redonné espoir au PC dans la deuxième moitié de la campagne. Dans un blogue destiné à ses fidèles l'année dernière, le pasteur Allan Hunsperger, candidat du Wildrose dans Edmonton-Sud-Ouest, a affirmé qu'il n'était pas charitable d'accepter les homosexuels tels qu'ils sont, parce qu'ils brûleront dans les feux de l'enfer s'ils ne changent pas leur comportement. Ron Leech, de Calgary, a quant à lui dû s'excuser après avoir affirmé que le fait d'être caucasien représentait un avantage qui lui permettait de parler à l'ensemble de la population, contrairement à un candidat sikh ou musulman.

— Hugo De Grandpré

À droite, mais moins que prévu

Les progressistes-conservateurs résistent à la poussée du Wildrose



HUGO DE GRANDPRÉ

HIGH RIVER, Alberta — Le Parti progressiste-conservateur (PC) de l'Alberta a causé une surprise majeure, hier, en gardant le pouvoir devant les assauts du Wildrose.

Au moment de mettre sous presse, les conservateurs détenaient une avance dans une soixantaine des 87 circonscriptions de la province. Le Wildrose était en tête dans seulement une vingtaine. Le Nouveau Parti démocratique et le Parti libéral, de leur côté, étaient en voie de l'emporter dans quatre et trois circonscriptions respectivement.

Le raz-de-marée de la droite albertaine, qui était susceptible de répandre une onde de choc dans tout le pays, n'aura donc pas eu lieu.

Plus encore : une heure après la fermeture des bureaux de vote, des réseaux de télévision avaient déjà annoncé un gouvernement majoritaire. Le PC détenait environ 44 % des appuis populaires, contre 34 % pour les troupes de la chef Danielle Smith.

Alison Redford est la première femme élue première ministre dans la province de l'Ouest.

Au club de golf où le Wildrose



PHOTO TODD KOROL, REUTERS

La chef du Parti progressiste-conservateur, Alison Redford (à droite), devient la première femme première ministre élue de l'histoire de la province. Elle occupait le fauteuil de première ministre depuis octobre dernier.

tenait sa soirée électorale, à une heure au sud de Calgary, l'atmosphère est rapidement passée de fébrile à celle d'un salon funéraire, dans les minutes qui ont suivi la fermeture des bureaux de scrutin. Seule la musique rock et country venait parfois troubler le silence stupéfait des partisans.

Le choix entre deux Alberta

Les Albertains étaient appelés à voter pour un changement de gouvernement pour la première fois en 41 ans.

Le Wildrose, parti plus à droite, est né de la même mouvance que le Reform Party des années 90.

Le parti avait mené dans les sondages par une dizaine de points durant la majorité de la campagne. Et leur message avait semblé trouver davantage écho parmi les électeurs que celui du Parti progressiste-conservateur.

Les troupes de Danielle Smith ont promis le retour à l'équilibre budgétaire et aux valeurs traditionnelles

albertaines de responsabilité fiscale, de respect des droits et libertés individuelles telles que le droit à la propriété privée et de réduction de la taille du gouvernement.

Le Wildrose a cherché à tirer profit d'un mécontentement populaire au sujet d'enjeux tels l'accumulation de déficits budgétaires, des dépenses gouvernementales jugées faramineuses, des mesures fiscales impopulaires à l'égard de l'industrie pétrolière, des temps d'attente trop longs dans les hôpitaux, des expropriations controversées et des « scandales » impliquant la rémunération de députés.

Au changement de gouvernement, les troupes d'Alison Redford ont opposé la promesse d'un autre type de changement pour la province : un changement d'orientation, tant pour les Albertains que pour le Parti progressiste-conservateur, qui se traduirait par une plus grande ouverture sur le monde, notamment sur les questions environnementales, et le cap sur des soins de santé entièrement publics. « Nous voulons avancer, pas reculer », a-t-elle lancé le dernier jour de la campagne.

« Il y a un moment dans l'histoire où les Albertains se sont regardés et se sont vus d'une manière différente que peut-être le reste du pays les avait vus pendant un certain temps. »

Déclarations controversées

Une série de déclarations

perçues comme étant homophobes et racistes faites par des candidats du Wildrose a redonné espoir au PC au cours des dernières semaines.

Dans les deux cas, Danielle Smith a résisté aux pressions de congédier ses candidats, et a plutôt réaffirmé l'importance de la liberté d'expression, de conscience et de religion. M^{me} Smith, qui se présente comme une libertarienne, a soutenu que les opinions personnelles d'aucun des deux hommes ne les empêcheraient de bien représenter leur circonscription.

Les luttes les plus serrées étaient attendues à Calgary, puisque le Wildrose croyait pouvoir compter sur une bonne base d'appuis en milieu rural.

Au moment de mettre sous presse, les conservateurs étaient en voie de gagner la vaste majorité des circonscriptions de la ville. Et ils avaient colorié la carte en bleu dans plusieurs régions rurales.

Très proche des conservateurs de Stephen Harper, le Wildrose était susceptible de l'influencer pour adopter des mesures encore plus à droite, selon des observateurs.

Danielle Smith promettait aussi de mener une bataille agressive contre les transferts tels que la péréquation. Elle a dénoncé à plusieurs reprises les programmes sociaux du Québec, qu'elle juge trop généreux.

GOVERNEMENT HARPER

Austérité à New York, opulence à Londres

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le gouvernement de Stephen Harper a exercé des pressions sur la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) des Nations unies en octobre dernier pour qu'elle renonce à accorder une hausse salariale de 3 % aux employés de l'organisation travaillant à New York.

Plusieurs pays membres de l'ONU doivent adopter des mesures d'austérité pour enrayer leur déficit et réduire considérablement la taille de leur fonction publique. Le fait d'accorder une hausse salariale de 3 % à des employés de l'ONU à New York bénéficierait d'une rémunération déjà enviable serait mal venu, a affirmé l'ambassadeur du Canada aux Nations unies, Guillermo Rishchynski, dans une lettre envoyée aux membres de la CFPI en août dernier. La Presse a obtenu cette lettre en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

Le caprice de Bev Oda

Pendant que le gouvernement Harper prêchait l'austérité à New York, la ministre canadienne responsable de la Coopération internationale, Bev Oda, rechignait à l'idée de séjourner dans un hôtel cinq étoiles à Londres, en Grande-Bretagne, le Grange St. Paul's

Hotel, quelques semaines auparavant.

M^{me} Oda, qui participait à une conférence organisée par l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination dans les pays pauvres, a demandé qu'on annule sa réservation à l'hôtel en question, où se déroulait pourtant la conférence. Elle a insisté pour être hébergée dans un hôtel plus somptueux, le Savoy, qui appartient au prince Alwaleed d'Arabie saoudite.

M^{me} Oda a ainsi facturé aux contribuables 1995 \$

pour son séjour, ou 665 \$ la nuit, soit deux fois le prix d'une nuit au Grange St. Paul's Hotel, selon La Presse Canadienne. Mais comme l'annulation de la réservation a été faite trop tard, les contribuables ont quand même dû payer une première nuit à cet hôtel, soit 287 \$. Dans l'embarras à la suite de la publication de ces informations, la ministre Oda a été contrainte de rembourser la différence des coûts entre les deux hôtels ainsi que le jus d'orange à 16 \$.

— Avec William Leclerc

LIBRE-ÉCHANGE UE-CANADA

Les négociations vont bien

MARTIN CROTEAU

OTTAWA — La controverse qui entoure la directive européenne sur les carburants n'a aucun impact sur les pourparlers de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne (UE), ont affirmé hier le gouvernement fédéral et une représentante de l'UE.

Le ministre du Commerce international, Ed Fast, et son homologue danoise, Pia Olsen Dyhr, ont déclaré que les pourparlers commerciaux, les plus ambitieux entrepris par le Canada

depuis l'accord de libre-échange avec les États-Unis et le Mexique, sont terminés à 75 %.

Ils assurent que les négociations ne sont pas touchées par le contentieux qui entoure un projet européen visant à promouvoir les carburants propres. Cette directive, si elle est adoptée telle quelle, étiquetterait le pétrole issu des sables bitumineux canadiens comme plus polluant.

« Nous espérons terminer les négociations avant la fin de 2012 », a conclu M. Fast.

Promotion

PISCINE ET SPA

DES PROJETS POUR AMÉNAGER L'EXTÉRIEUR!

Un cahier à conserver ce jeudi dans LA PRESSE

Résultats des tirages du : 2012-04-23

2 3 7 V D

banco

04 09 11 17 24 28 31 33 34 36 38 44 47 52 54 59 62 64 65 66

3 627 06 07

4 6683 16 23 39

Astro Jour - Mois - Année - Signe | Extra

21 SEPTEMBRE 32 GÉMEAUX 3699176

LOTO POKER

Du 16 au 30 avril, achetez un billet de Loto Poker pour participer à la promotion « Grand Tournoi de Poker » et ainsi courir la chance de gagner l'une des cinq expériences VIP Las Vegas.

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

LA PRESSE À CALGARY

« L'Alberta ne devrait pas payer »

La chef du Parti Wildrose se défend de critiquer les programmes sociaux du Québec

L'Alberta tient des élections historiques ce soir : au pouvoir depuis 41 ans, le Parti progressiste-conservateur pourrait être renversé par le Wildrose. Le parti plus à droite, créé en 2007 et qui n'avait jusqu'ici élu qu'un seul député, menait hier par une dizaine de points dans les sondages. Le scénario d'un gouvernement minoritaire a été évoqué, ce qui serait une première dans la province du pétrole, donnant la balance du pouvoir au... NPD ou au Parti libéral. Et comme si ce n'était pas suffisant, pour la première fois, ce sera une femme qui y sera élue première ministre. Nos journalistes se sont rendus sur place pour suivre ces élections fascinantes, dont les impacts pourraient être ressentis bien au-delà des frontières de la province la plus riche du pays.



HUGO DE GRANDPRÉ

CALGARY — C'est un drôle d'endroit pour parler de péréquation et du Québec: l'autobus de campagne de Danielle Smith file vers le sud de l'Alberta, entre les champs et les montagnes. Ses parents sont assis sur le banc d'en avant. Ses organisateurs, tous des ex-adjoints du gouvernement Harper à Ottawa ou des anciens du Reform Party, se partagent l'espace avec sa famille, son mari et ses deux chiens.

« Je ne critique pas les programmes sociaux, dit-elle. Je dis seulement que si vous voulez avoir ces programmes sociaux, l'Alberta ne devrait pas les payer. »

Si elle est élue première ministre de la province la plus riche du Canada ce soir, la chef du Parti Wildrose a promis de faire des pressions « agressives » sur Ottawa pour diminuer la péréquation, un programme fédéral de redistribution de la richesse qui rapporte plus de 7 milliards de dollars par année au Québec.

La province francophone est le plus grand bénéficiaire de ce système depuis sa création en 1957, et les Albertains critiquent depuis longtemps certains programmes sociaux québécois qu'ils ne se permettent pas chez eux – les garderies à 7 \$, entre autres.

Le gouvernement albertain a souvent promis de s'attaquer à cette question. « Le Parti conservateur parle beaucoup, mais il ne ferait pas grand-

« Le Wildrose ferait plus que japper. Le parti tenterait d'en faire un enjeu majeur. » — Duane Bratt,

politologue à l'Université Mount-Royal de Calgary

chose », précise cependant le politologue Duane Bratt, de l'Université Mount-Royal, à Calgary.

« Je n'ai pas quitté le Parti conservateur, c'est lui qui m'a quittée », a déclaré Danielle Smith en début de campagne, résumant la pensée de bien des militants de son nouveau parti.

Il faut dire que les liens entre le Wildrose et les troupes de Stephen Harper sont étroits: « Je connais M. Harper et sa femme Lauren depuis

un certain temps. Quand j'ai été candidate à la commission scolaire en 1998, Lauren était la designer graphique pour mon dépliant. »

Malgré tout, « je pense que la dernière chose que veut Harper, c'est une bataille sur la péréquation, croit Duane Bratt. Ça ne serait pas bon pour l'unité nationale, c'est le moins que l'on puisse dire. »

Danielle Smith voit les choses autrement. « Je ne vois pas cela comme une menace du tout. Je vois cela comme une discussion positive à avoir » dit-elle.

« Il doit y avoir des Québécois qui sont préoccupés par le niveau de dépendance relativement aux transferts d'Ottawa? Pourquoi ne voudraient-ils pas de notre aide pour devenir financièrement autosuffisants? »

Pour atteindre ses objectifs, elle évoque la possibilité de réduire les transferts de sa province à Ottawa en créant un régime de pension albertain, notamment. Elle parle aussi de transfert de points d'impôts ou de répartition d'une portion des surplus fédéraux selon une formule basée sur le nombre d'habitants.

Elle précise cependant que sa première démarche en tant que première ministre serait d'appeler ses homologues



PHOTO TODD KOROL, REUTERS

Si elle est élue, Danielle Smith a promis de faire des pressions « agressives » sur Ottawa pour diminuer la péréquation, dont le Québec est le principal bénéficiaire.

provinciaux pour trouver des terrains d'entente. « Je ne voudrais sûrement pas commencer avec une question sur laquelle je sais que nous aurons un grand désaccord. »

Elle souhaite notamment parler à Jean Charest de la promesse du Wildrose de militer pour inclure la reconnaissance du droit de propriété dans la Charte canadienne des droits et libertés.

Mais il faudra tôt ou tard parler de péréquation, dit-elle. Et plus tôt que tard – même si elle ne donne pas d'échéancier précis.

La « conversation » qu'elle souhaite avoir ne se fera pas sans heurts, estime le professeur Duane Bratt. « Les tensions entre l'Alberta et le Québec augmenteraient sous un gouvernement du Wildrose. Il n'y a aucun doute là-dessus. »

Les actionnaires albertains aux urnes

VINCENT MARISSAL
CHRONIQUE

Les Albertains vont aux urnes aujourd'hui et même si le résultat pourrait être serré, deux choses sont certaines: une femme sera élue première ministre de cette province pour la première fois et le gouvernement sera de droite.

Tout ce qui reste à déterminer, c'est jusqu'où, à droite, iront les Albertains.

On l'a répété ad nauseam ces dernières semaines: un tout nouveau parti, le Wildrose dirigé par la jeune chef Danielle Smith, pourrait mettre fin ce soir au règne ininterrompu de 41 ans des conservateurs. On s'en étonne, mais pourtant, l'anomalie, ce serait plutôt qu'un parti puisse rester au pouvoir si longtemps, sans être confronté à une véritable opposition. L'usure du pouvoir progresse apparemment lentement, en Alberta.

Le phénomène incontournable de l'usure s'est toutefois accéléré contre l'indélogeable Parti conservateur ces dernières années et le « Parti de

la rose sauvage » (une espèce indigène de l'Alberta) a germé puis poussé très rapidement dans le terreau de l'insatisfaction des Albertains contre leur gouvernement.

Cela ne veut pas dire que les Albertains ne sont plus conservateurs. Au contraire, ils le sont probablement plus que jamais, mais c'est le Parti

La désaffection des électeurs très conservateurs à l'endroit du parti dominant depuis quatre décennies s'explique par une série d'erreurs et par l'attitude arrogante typique d'une élite installée au pouvoir depuis trop longtemps.

conservateur qui ne l'est plus assez, selon les partisans du Wildrose et la majorité des commentateurs de droite.

« Je n'ai pas quitté le Parti conservateur, c'est lui qui m'a quittée », a déclaré Danielle Smith en début de campagne, résumant la pensée de bien des militants de son nouveau parti.

La chef conservatrice et première ministre sortante, Alison Redford, insiste beaucoup sur le « progressiste » toujours inscrit dans le nom de son parti, ajoutant que le Wildrose est une menace aux valeurs albertaines et canadiennes.

Du coup, le Parti progressiste conservateur est devenu, contre toute attente, un refuge pour les électeurs de centre et de gauche (peu nombreux ici, on s'entend...), ce qui pourrait faire mal aux libéraux et aux néo-démocrates, qui peinent à garder une poignée des 88 sièges à Edmonton.

Un groupe de pression de gauche a même lancé une campagne sur l'internet inti-

s'explique par une série d'erreurs et par l'attitude arrogante typique d'une élite installée au pouvoir depuis trop longtemps.

Le gouvernement conservateur a adopté de généreuses augmentations de salaire aux députés, il a autorisé le paiement de primes aux membres d'un comité parlementaire qui ne siégeait jamais, il a intimidé des médecins qui dénonçaient la mauvaise gestion du réseau de la santé et un de ses anciens ministres, récemment nommé délégué à Hong Kong, a été sous enquête pour financement électoral illégal.

Les conservateurs reconnaissent qu'ils doivent proje-

La plus grande faute du gouvernement aux yeux des Albertains, toutefois, est l'augmentation constante des dépenses publiques au cours des dernières années, d'où les cinq déficits consécutifs. On lui reproche, notamment, d'avoir dépensé des milliards dans un projet de captation du CO₂. De plus, l'Alberta détient deux titres peu envieux, selon ses habitants: le plus de fonctionnaires *per capita* et les plus fortes dépenses publiques *per capita* dans les programmes sociaux.

Dans une province qui n'a pas de dette publique, pas de taxe de vente et un taux d'imposition unique (faible) de 10%, la marge de manœuvre fiscale est pourtant assez grande. Vous risquez toutefois de vous faire lyncher si vous suggérez ici de regarder du côté de la colonne des revenus du gouvernement plutôt que seulement du côté de celle des dépenses.

Le Parti libéral (dirigé par un ancien ministre conservateur) propose de taxer davantage les riches, mais ce parti a autant de chances de prendre le pouvoir ce soir que le CH de gagner la Coupe Stanley ce printemps.

Non seulement les Albertains ne veulent même pas entendre parler d'une augmentation de leur contribution aux coffres de l'État, mais ils sont charmés, pour la plupart, par la promesse du Wildrose de leur verser des « dividendes énergétiques », soit un chèque à chaque Albertain (300 \$ à partir de 2015). Le truc a déjà été utilisé par Ralph Klein et par Mike Harris, en Ontario dans les années 90 et début 2000, qui parlait lui aussi de dividende.

Nous sommes ici dans une relation gestionnaires-actionnaires plus que dans une relation gouvernement-électeurs.

Comme tous les actionnaires, les Albertains réclament du rendement et la fin du gaspillage. Et contrairement à ce qu'on voit trop souvent en bourse, ils ont le pouvoir d'éjecter les gestionnaires, sans parachute doré.

C'est, apparemment, le sort qui attend les conservateurs après 41 ans au pouvoir.

Résultats des tirages du : 2012-04-22

4 7 9 A A

blanco 03 19 20 22 23
24 25 30 33 35
37 38 39 44 45
46 51 56 68 70

Quintessence 150 14 21
7579 24 39 41

Astro Jour - Mois - Année - Signe
21 MARS 73 BÉLIER Extra 1106998

Résultats des tirages du : 2012-04-21

649 02 08 10 29
20 28 38 compl.

Prochain gros lot (approx.) : 16 000 000 \$

4 5 10 V R
3 4 07 10
29 34 35

blanco 01 05 09 15 20 24 27 31 32 39
44 46 47 50 53 62 65 67 68 69

Quintessence 3 523
4 8669

Astro Jour - Mois - Année - Signe
06 OCTOBRE 97 SCORPION Extra 9185473

\$100000
FOR LIFE À LA VIE

La liberté de rêver année après année!
À gagner, six gros lots
de 100 000 \$ par année à vie!

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

DEMAIN, LA RÉGION DE JOLIETTE

UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Une série de portefeuilles sur plusieurs régions du Québec à ne pas manquer dans

LA PRESSE

MONDE

L'élection paradoxale



AGNÈS
GRUDA
CHRONIQUE

Qu'y a-t-il en commun entre le roi Juan Carlos d'Espagne, la ministre canadienne de la Coopération internationale, Bev Oda, et le président français, Nicolas Sarkozy?

Ils se sont tous trois illustrés par un goût du luxe tranchant d'une façon outrancière avec les préoccupations et les conditions de vie de la majorité de leurs concitoyens. Ainsi, la ministre Oda a refusé de dormir dans un hôtel cinq étoiles à Londres, où elle participait à une conférence internationale, l'été dernier. Pas assez bien pour elle. M^{me} Oda a plutôt opté pour l'ultrachic Savoy, ce qui a porté ses dépenses, limousine et chauffeur compris, à plus de 1000\$ par jour.

C'est la même ministre qui, faut-il le rappeler, vient d'imposer des coupes radicales à l'aide internationale canadienne. M^{me} Oda assure

qu'elle a remboursé le coût excédentaire de la chambre... pas plus tard qu'hier. Soit au lendemain de la parution de l'article incriminant. Gênant, très gênant.

Le roi Juan Carlos, lui, a été chasser l'éléphant au Botswana, une excursion de

Sarkozy tentant de camoufler sa montre de 70 000\$, chic cadeau de sa femme.

Ces trois événements, survenus à des milliers de kilomètres de distance, illustrent la coupure abyssale entre les élites politiques et le peuple qu'elles sont censées représenter. Une coupure d'autant plus insupportable en période de crise et d'austérité.

Les élections canadiennes sont encore loin, Bev Oda peut dormir tranquille. Le roi Juan Carlos est, par définition, inamovible. Mais Nicolas Sarkozy, lui, a subi une puissante dégelée

exercice se fait doubler dès le premier tour de scrutin.

Autre première: avec 18% des voix, Marine Le Pen a récolté les meilleurs résultats jamais obtenus par le Front national, dépassant même le record précédent, marqué par son père, il y a 10 ans.

Ce premier tour est un peu paradoxal: c'est le socialiste François Hollande qui est arrivé en tête. Mais c'est la victoire relative de Marine Le Pen qui constitue le fait le plus marquant du scrutin.

Comment expliquer son succès? Marine Le Pen a réussi à «dédiaboliser» son parti. Son sourire aidant, le Front national fait moins peur. Mais sa troisième place, c'est aussi le résultat d'un «vote de protestation contre des partis qui ne proposent pas de solutions convaincantes aux problèmes de la France, tout en profitant des avantages du pouvoir», écrit le journaliste Pierre Haski. D'ailleurs, la chef du FN a puisé ses appuis en grande partie chez les jeunes et les ouvriers – premières victimes de la crise économique actuelle.

Mais Nicolas Sarkozy a lui aussi contribué au succès de la candidate d'extrême droite. Comment? En jouant

sur le terrain traditionnel du FN, avec des thèmes tels que l'immigration et la viande halal. Du coup, il a rendu le discours de Marine Le Pen plus acceptable.

Il compte maintenant continuer à jouer sur ce terrain d'ici au 6 mai, dans l'espoir d'attirer les électeurs «bleu Marine» dans son propre camp. La partie est loin d'être gagnée. Et s'il la perd, c'est Marine qui va être contente: elle mise sur sa déconfiture pour tenter de reconstruire la droite française autour de son propre parti.

On se retrouve ainsi devant une situation étrange, où une victoire de François Hollande risque, à moyen terme, de pousser la droite... plus à droite. Une «droitisation» qui, le cas échéant, ne serait pas sans rappeler ce qu'on voit ailleurs en Europe, de la Suède au Danemark, en passant par les Pays-Bas et la Hongrie.

On n'en est pas encore là, mais c'est le scénario que dessinent les sondages. Un scénario paradoxal et inquiétant.



Pour joindre notre chroniqueuse: agruda@lapresse.ca

Sarkozy ralliera-t-il les partisans de Le Pen?

La chef du Front national pourrait leur demander de s'abstenir de voter au second tour



MARC THIBODEAU
PARIS

Le chef d'État français, Nicolas Sarkozy, aura fort à faire pour attirer massivement à lui les voix du Front national dont il a besoin pour espérer vaincre le candidat socialiste François Hollande au second tour de l'élection présidentielle.

La dirigeante de la formation d'extrême droite, Marine Le Pen, qui a créé la surprise au premier tour dimanche en remportant 18% des voix, risque en effet de tout faire pour dissuader ses partisans de soutenir le chef de l'État.

La politicienne, au dire du sociologue Erwan Lecoeur, veut favoriser la défaite du président pour entraîner «l'explosion» de la droite traditionnelle et de son parti, l'UMP, en vue d'en récupérer une frange et de s'imposer à l'avenir comme la principale formation d'opposition à la gauche.

M^{me} Le Pen devrait, à ce titre, lancer un appel à l'abstention au cours du défilé du 1^{er} mai que le Front national tient traditionnellement à Paris en l'honneur de Jeanne d'Arc.

«Je pense qu'elle dira qu'il ne faut voter ni pour la peste ni pour le choléra, qu'il faut attendre que l'UMP s'effondre et récupérer les morceaux derrière», indique en entrevue M. Lecoeur.

La droite menacée

Le directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*, Renaud Dély, avance aussi dans une analyse diffusée hier que l'implosion de la droite n'est pas à exclure en cas de défaite de Nicolas Sarkozy.

Selon lui, une partie importante de l'UMP serait prête «à céder aux sirènes lepénistes» si le président sortant chute dans quelques semaines.

«L'ex-parti unique de la majorité, [...] profondément divisé entre tenants d'une ligne musclée et rescapés de la droite humaniste et sociale, ne tient plus que par l'autorité du leader. Seule la soumission à la figure de Nicolas Sarkozy tient aujourd'hui lieu de ciment», avance M. Dély.

Le président avait réussi en 2007, en menant une campagne axée sur les questions d'immigration et d'identité nationale, à aspirer une part importante du vote du Front national. Il a repris le même procédé cette année sans obtenir le même résultat.

Selon M. Lecoeur, Marine



Marine Le Pen a causé la surprise dimanche en récoltant 18% des voix au premier tour de l'élection présidentielle française.

PHOTO PASCAL ROSSIGNOL, REUTERS

Le Pen a réussi par son entreprise de «ravalement de façade» du Front national à multiplier sa présence dans les médias et à «renverser le balancier» électoral en sa faveur. La «déception extrêmement forte» de la population par rapport au premier

de «crise» et de «contestation» et non comme un désaveu de la droite traditionnelle ou de Nicolas Sarkozy lui-même.

«On va vers les extrêmes pour exprimer l'envie de changer le monde. C'est vrai dans toute l'Europe. C'est

pas entre les deux tours d'accords électoraux, de combines, de négociations secrètes» avec le Front national, dont la montée a été dénoncée hier par plusieurs dirigeants européens.

Selon le quotidien *Le Monde*, le président français

«L'ex-parti unique de la majorité, [...] profondément divisé entre tenants d'une ligne musclée et rescapés de la droite humaniste et sociale, ne tient plus que par l'autorité du leader. Seule la soumission à la figure de Nicolas Sarkozy tient aujourd'hui lieu de ciment.» — Renaud Dély, directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*

quinquennat du président, sur fond de crise économique, a aussi fortement joué en ce sens.

Dans le camp présidentiel, l'appui à la candidate frontiste est reçu comme un vote

une forme de révolte, de colère, ce n'est pas de l'anti-sarkozysme», a déclaré hier le conseiller spécial du président, Henri Guaino, lors d'une entrevue télévisée.

Il assure qu'il n'y «aura

entend persévérer sur la ligne «à droite toute» entre les deux tours de manière à rallier les partisans frontistes à sa cause. Son équipe entend aussi faire pression sur cet électoral en relevant

Le chiffre

32,23%

Les Français au Canada ont voté à 32,23% pour le candidat socialiste à la présidence de la République François Hollande. Le président sortant Nicolas Sarkozy est arrivé deuxième avec 27,92% des voix, selon les résultats affichés hier à l'ambassade de France à Ottawa. Si ces chiffres sont relativement proches des résultats en métropole, la particularité de l'électorat français au pays s'exprime davantage à travers le score relativement faible de la candidate du Front National Marine Le Pen (7,07% contre 17,90% pour l'ensemble de l'électorat), et le bon résultat de l'écologiste Eva Joly (7,04% contre 2,31% à l'échelle nationale). — AFP

HOLLANDE ET SARKOZY COURTISENT L'EXTRÊME DROITE

Le socialiste François Hollande et le président sortant Nicolas Sarkozy ont adopté le même ton pour la dernière ligne droite: récupérer le vote des électeurs de la candidate du Front national, Marine Le Pen. «Il y a des électeurs qui ont pu aller vers ce vote par colère. C'est ceux-là que je veux entendre», a lancé hier M. Hollande. «Nous les avons entendus et notre façon de les respecter sera de leur répondre par des engagements précis», a parallèlement dit M. Sarkozy. Et d'ajouter: «Les Français nous ont dit: nous ne voulons plus d'une Europe qui ne nous protège pas [...]. L'Europe qui ne régule pas ses flux migratoires, qui ne défend pas ses frontières, qui ouvre ses marchés sans contrepartie, c'est fini.» — AFP

qu'ils «verraient l'inverse de ce qu'ils souhaitent pour le pays» si la gauche l'emporte.

Un sondage Ipsos produit au soir du premier tour indique que 60% des partisans de Marine Le Pen pourraient voter pour Nicolas Sarkozy au second tour contre 20% pour François Hollande, alors que la balance (quelque 20%) s'abstiendrait de voter. Certains analystes, dont M. Lecoeur, prédisent toutefois que le taux d'abstention dans le camp frontiste pourrait être encore plus élevé, ce qui compliquerait d'autant la tâche du chef d'État devant son adversaire socialiste.

SCANDALE SEXUEL EN COLOMBIE

Le Service secret américain dans la tourmente

Vingt-quatre militaires et agents du Service secret américain sont accusés d'avoir retenu les services d'au moins vingt prostituées en Colombie ce mois-ci, à la veille de la visite du président Obama. Six membres du Service secret ont déjà perdu leur emploi, et le Congrès a lancé une enquête sur le scandale, qui pourrait faire tomber d'autres têtes cette semaine.

NICOLAS BÉRUBÉ
LOS ANGELES

Q Que sait-on jusqu'ici?

R Des agents et des militaires ont fait la fête et passé la nuit du 11 avril avec au moins 20 prostituées dans la ville balnéaire de Carthagène des Indes, en Colombie, avant l'arrivée de la délégation américaine au sommet des Amériques. Au moins 12 agents du Service secret sont impliqués dans le scandale. Ils ne travaillaient pas directement à protéger le président Obama, mais étaient là pour préparer la sécurité. L'affaire a éclaté au grand jour après qu'un agent eut refusé de payer la somme d'argent convenue à une des prostituées (la prostitution est largement légalisée en Colombie). Cette dernière a porté plainte à la police locale. Classée au patrimoine de l'humanité de l'UNESCO, Carthagène des Indes est réputée pour sa vie nocturne peu banale. C'est là que se déroule le concours Miss Colombie à l'automne.

Q Le scandale a-t-il des liens avec la Maison-Blanche?

R Jusqu'ici, personne dans l'entourage du président n'a été impliqué dans le scandale. La sécurité du président n'a pas été compromise: Barack Obama n'était pas encore arrivé en Colombie quand les faits reprochés se sont produits. « Rien ne nous permet de croire que quiconque travaillant pour la Maison-Blanche a fait preuve d'un comportement déplacé », a dit hier le porte-parole de la Maison-Blanche, Jay Carney.

Q Quelles sont les répercussions?

R Six employés du Service secret ont perdu leur emploi. Le Pentagone a quant à lui ouvert une enquête sur les 12 militaires impliqués. La Maison-Blanche a dit avoir « pleinement confiance » en la capacité du directeur du Service secret, Mark Sullivan, de faire la lumière sur le scandale et de prendre les mesures qui s'imposent.

Q Comment les républicains ont-ils réagi?

R S'ils affirment faire toujours confiance au Service secret, les élus républicains au Congrès ont



PHOTO REUTERS

Les agents et militaires américains soupçonnés d'avoir eu recours aux services de prostituées, en Colombie, logeaient dans cet hôtel.

décidé de lancer une enquête afin de faire la lumière sur le scandale. L'enquête est pilotée par Peter King, président du comité sur la Sécurité nationale à la Chambre des représentants. « Le manque de jugement des agents est tout simplement impossible à qualifier », a dit M. King. Nous comptons tout faire pour aller jusqu'au fond de cette affaire. D'autres têtes pourraient tomber d'ici les prochains jours. » Le comité a d'ailleurs envoyé une liste de 50 questions précises au directeur du Service secret, Mark Sullivan. La semaine dernière, Mitt Romney a dit que les agents impliqués devraient être renvoyés. « Ils ont trahi la confiance du peuple américain et ont préféré s'amuser en mettant leurs propres intérêts au-dessus de ceux de la nation. »

Q Comment le scandale est-il perçu aux États-Unis?

R L'affaire fait les manchettes: les experts estiment qu'il s'agit du scandale le plus sérieux de l'histoire du Service secret. Le scandale ne semble toutefois pas entacher l'administration Obama. Certains ténors républicains craignent d'ailleurs de voir l'enquête de la Chambre des représentants se transformer en joute politique qui pourrait nuire au Parti républicain. « Chaque argument en politique génère un contre-argument », a dit l'ex-conseiller du président Bush, Karl Rove, sur les ondes de Fox News, dimanche. « Et le contre-argument ici est que, si les républicains tentent d'utiliser le scandale pour faire une percée contre le président Obama, l'Américain moyen va se dire, O.K., c'est vraiment tiré par les cheveux. »

John Edwards devant ses juges

Le procès de l'ex-candidat à l'investiture démocrate pour la présidentielle américaine de 2008 John Edwards, poursuivi pour avoir détourné des fonds de campagne afin d'entretenir une maîtresse, s'est ouvert hier devant un tribunal fédéral de Caroline-du-Nord.

Sous une nuée de caméras, l'ancien sénateur au visage lisse et au sourire d'acteur est arrivé au tribunal de Greensboro, en Caroline-du-Nord, accompagné de sa fille aînée Cate.

À 58 ans, celui qui fut aussi le colistier du candidat démocrate à la Maison-Blanche John Kerry en 2004 est poursuivi pour six chefs d'accusation – dont ceux de complot en vue de violer les lois de financement des campagnes, malversations et fausses déclarations – pour avoir utilisé des fonds de campagne afin de couvrir une liaison.

Les accusations portent sur près de 1 million de dollars provenant de deux riches donateurs que M. Edwards aurait utilisés en 2008, pendant la course à la présidentielle, pour louer sa maîtresse, Rielle Hunter, membre de son équipe de campagne, avec qui il a eu un enfant.

Cette affaire repose en grande partie sur le témoignage d'Andrew Young, ancien collaborateur de M. Edwards, qui avait dans un premier temps affirmé être le père de l'enfant afin que ce dernier puisse poursuivre sa campagne.

— Agence France-Press

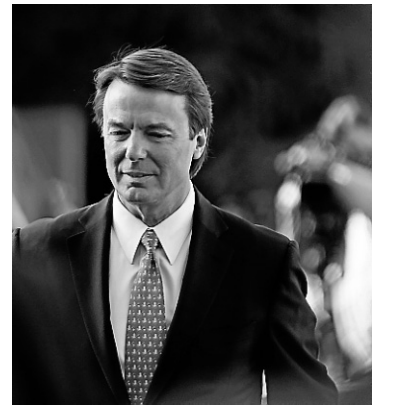
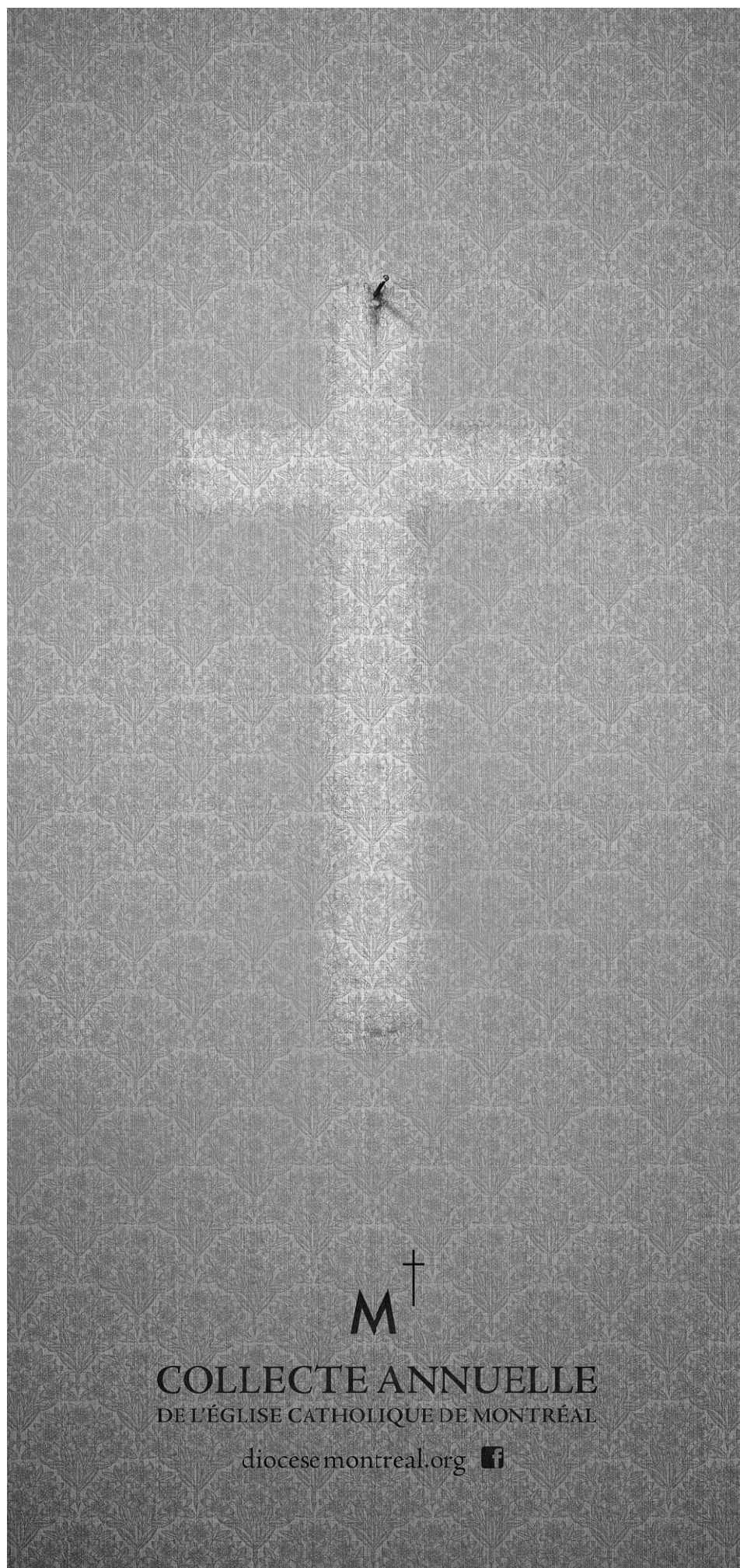


PHOTO ASSOCIATED PRESS

John Edwards, ex-sénateur et ex-candidat à la présidence des États-Unis.



PROGRAMME ÉDUCATIF

Desjardins

LA PRESSE



Enseignants et parents d'élèves du secondaire, chaque mardi, La Presse publie une activité pédagogique à faire en classe ou à la maison.

Cette semaine :

FAITES-LEUR ANTICIPER L'AVENIR

Français : écrire des textes variés (fiction)

En équipe de deux

- 1 Lisez avec les élèves les articles de couverture « La fin des antibiotiques? » de *La Presse* du mardi 10 avril 2012, sur la mutation des bactéries et l'inefficacité prochaine des antibiotiques. Vous pouvez aussi choisir tout autre article de *La Presse* permettant d'anticiper un avenir plus ou moins rapproché. (Ex : le réchauffement climatique, la hausse des frais de scolarité, la criminalisation des jeunes contrevenants, le refus du statut de réfugié à un immigrant, etc.)
- 2 Demandez aux élèves d'écrire à deux un récit d'anticipation de la longueur voulue, à partir du sujet d'actualité retenu.
- 3 Le ou les héros doivent traverser le pire et découvrir de nouvelles solutions pour remédier à la situation.

Pour aller plus loin

- Organisez une séance de lecture des récits d'anticipation des élèves à la radio étudiante de l'école ou une soirée spéciale de lecture dans l'auditorium.

Cette activité pédagogique a été conçue par Marie Clark, rédactrice professionnelle, écrivaine et pédagogue.

Pour communiquer avec nous :
programmedesjardins@lapresse.ca

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

La culture de l'asphalte



ARIANE KROL
 akrol@lapresse.ca

Le bilan routier québécois continue de s'améliorer. Bravo! Mais pour que les statistiques continuent à évoluer dans la bonne direction, c'est l'attitude des usagers de la route qui doit changer.

En 2011, 479 personnes ont perdu la vie sur les routes du Québec.

En 2011, 479 personnes ont perdu la vie sur les routes du Québec, montre le bilan de la Société de l'assurance automobile (SAAQ) publié hier. C'est moins que l'année précédente, et ce, pour la cinquième année de suite. Le progrès est modeste (2 morts de moins), mais toute amélioration est bonne à prendre. D'autant que le nombre de blessés graves a lui aussi diminué presque tous les ans depuis 2006.

« On souhaite ardemment que ce soit une tendance », a commenté le ministre des Transports Pierre Moreau. Le bilan routier, en effet, s'améliore par à-coups. Il faut du temps avant de pouvoir tenir les progrès pour acquis.

Le nombre de morts, par exemple, est passé sous la barre des 700 pour la première fois en 1998, mais il a fallu neuf ans avant qu'il y reste. Ça prendra donc plusieurs années avant d'être sûr que les seuils franchis récemment (sous les 600 en 2008, puis sous les 500 en 2010) le soient pour de bon.

À la fin de 2010, presque la moitié des Québécois sondés pour la SAAQ ont cité les accidents de la route en tête des problèmes les plus importants à régler à court terme. La grande patronne de l'organisme, Nathalie Tremblay, y voit un changement de culture. De fait, l'importance de cet enjeu a pratiquement doublé en un peu moins de quatre ans, montrent les résultats de ce sondage récurrent.

Il est encourageant que la population réclame plus de sécurité sur les routes. Les campagnes de la SAAQ y ont sûrement contribué, tout comme certains « accidents » très médiatisés, davantage attribuables aux comportements criminels des conducteurs qu'à la fatalité.

Les statistiques de la SAAQ ne disent cependant pas tout. Des 479 morts de l'an dernier, combien sont véritablement des victimes, qui n'ont eu aucune part dans l'accident qui leur a coûté la vie? Et combien ont mis leur vie, et celle des autres usagers de la route, à risque? On l'ignore.

On sait qu'il y a eu 436 accidents mortels et près de 1700 accidents ayant fait au moins un blessé grave l'an dernier. On n'a cependant pas de données sur les responsables de ces accidents. C'est pourtant ceux-là, morts, blessés ou indemnes, qui doivent nous préoccuper, car ce sont eux qui font la différence. Ce sont eux qui auraient dû s'abstenir d'une manœuvre dangereuse au volant, à moto, à vélo ou à pied. Ou qui n'auraient pas dû conduire dans des conditions (alcool, drogue, vitesse, fatigue, etc.) où ils n'avaient pas la maîtrise de leur véhicule.

La sensibilisation, toutefois, n'est rien sans l'action. Le changement de culture ne devrait pas seulement se voir dans l'opinion publique, mais dans le comportement des usagers de la route. Or, il leur reste bien du chemin à faire.

Le défi de la gauche



FRANÇOIS CARDINAL
 francois.cardinal@lapresse.ca

La gauche sort ragaillardie du premier tour de l'élection présidentielle française. Quelques mois seulement après que le Sénat eut basculé de leur côté, les forces progressistes ont recueilli 44 % des voix dimanche, leur meilleur résultat depuis des décennies.

François Hollande doit prouver que les progressistes sont aussi compétents que la droite pour gouverner en temps de crise.

Mais aussi impressionnant soit-il, ce score est loin de la majorité nécessaire pour que le socialiste François Hollande s'empare du pouvoir. Pour y arriver, pour déborder de son électoralat « naturel », il devra relever un défi qui est, dans le fond, celui de la gauche aujourd'hui: prouver qu'elle est aussi compétente que la droite pour gouverner en temps de crise financière.

L'heure est en effet à l'austérité en Europe... et aux gouvernements de droite. Presque partout il est question de compressions, de rationalisation, de réduction de l'État. Presque partout, ces programmes sont mis de l'avant par des partis plus conservateurs.

La France pourrait donc faire exception si les socialistes prenaient le pouvoir, le 6 mai prochain. Mais la partie n'est pas gagnée, car François Hollande, comme la gauche en général, souffre d'un déficit de crédibilité fiscale... que la droite n'hésitera pas à entretenir pour effrayer l'électorat.

Déjà, des dirigeants d'entreprise ont menacé de quitter le pays en cas de prise de pouvoir des socialistes. Certains nantis ont aussi exprimé leur volonté de s'exiler. Des élus du gouvernement ont évoqué une « France à genoux ». Et le président sortant a brandi l'épouvantail d'une économie en déroute qu'il prédit « deux jours » à peine après une accession au pouvoir des socialistes!

Pire, une révélation du quotidien *Der Spiegel* a fait état, pendant la campagne, d'une alliance des dirigeants de droite de la Vieille Europe, qui se seraient entendus pour ne pas recevoir chez eux le candidat socialiste. La nouvelle a été démentie, mais l'image d'une gauche mise au ban de l'Europe parce qu'incapable de prendre ses responsabilités en temps de disette s'est cristallisée... encore un peu plus.

Il est vrai que la volonté de débarquer Nicolas Sarkozy pourrait faire la différence ultimement, mais François Hollande ne peut se contenter de miser sur un rejet de son adversaire. Et pas seulement parce qu'une telle tactique pourrait lui jouer des tours (la droite a récolté 47 % des suffrages).

François Hollande a en quelque sorte le devoir de démontrer que la gauche est capable d'être responsable sur le plan fiscal, qu'elle a autre chose à proposer que des taxes et des dépenses, qu'elle est en mesure de sortir de la crise tout en réduisant le poids des dettes publiques.

Les dernières années ont en effet montré que la gauche ne peut simplement attendre le pouvoir, en espérant que les dérapages du système financier joueront en sa faveur. Au contraire, c'est la droite qui en profite, d'où la nécessité de présenter une vision moderne du modèle social-démocrate. Précisément ce à quoi François Hollande devra s'atteler au cours des 15 prochains jours et, peut-être, des 5 années qui suivront.

SARKOZY DEVANCÉ AU PREMIER TOUR



ET SI VOUS AVEZ BESOIN DE QUELQU'UN POUR VOUS DÉBARRASSER DE TOUTE CETTE RACAÏLE ÉTUDIANTE, JE SERAI LIBRE DANS DEUX SEMAINES!

DROITS RÉSERVÉS/serge.chapleau@lapresse.ca

LAPRESSE.CA/DÉBATS

BLOGUE « QUEL AVENIR POUR MONTRÉAL? »



Comment rapprocher francos et anglos?

De nouvelles tensions sont récemment apparues à Montréal entre francophones et anglophones. Comment peut-on rapprocher les deux principales communautés linguistiques? Cette semaine, Josh Freed, Jack Jedwab, Simon Brault et Daniel Weinstock se penchent à tour de rôle sur la question.

LA QUESTION DU JOUR

Qui devrait être élu président au deuxième tour en France?

- François Hollande, 54 %
- Nicolas Sarkozy, 33 %
- Je ne sais pas, 13 %

Résultats à 19h45, hier: 7936 répondants



CONFLIT ÉTUDIANT : LE FOSSE DES GÉNÉRATIONS

LE DÉBAT DU JOUR

Une violence inquiétante?

Êtes-vous inquiet du niveau de violence observé aux abords du Palais des congrès vendredi dernier? Le chef de police du SPVM, Marc Parent, lance un appel au calme. Quels gestes doivent être faits, et par qui, pour apaiser le climat qui s'est dégradé dans le dossier des droits de scolarité?

INJUSTIFIÉE, MAIS COMPRÉHENSIBLE



RAYMOND GRAVEL
 Prêtre dans le diocèse de Joliette.

La violence est toujours inacceptable, car elle fait des victimes innocentes qui n'ont rien à voir avec le conflit qui l'a générée. Dans la situation actuelle, où les étudiants demandent d'être écoutés, sinon entendus, par le gouvernement libéral, et qu'ils n'ont pour réponse que des propos arrogants et méprisants de la part du premier ministre Charest, personnellement, je peux comprendre la réaction violente de certains manifestants. La violence n'apporte aucune solution au problème, mais elle exprime clairement le découragement et même la détresse de tous ces jeunes qui sont sur le point de perdre leur trimestre et qui auront à en payer le prix. Et le pire de toute cette histoire, c'est l'attitude du gouvernement libéral qui cherche à se faire du crédit, sur le dos des étudiants, dans le dossier des droits de scolarité, auprès de la population du Québec, en vue des prochaines élections. C'est d'une cruauté sans nom! Qu'on soit pour ou contre la hausse des droits de scolarité, il faut tout faire pour régler ce conflit au plus vite. Et le seul qui peut le faire, c'est Jean Charest, qui se cache derrière sa ministre de l'Éducation.

DU CARRÉ ROUGE AU DRAPEAU BLANC



RICHARD VIGNEAULT
 Consultant en communication.

Y a-t-il dans l'histoire sociale récente du Québec des conflits qui durent aussi longtemps que le mouvement de boycott actuel des étudiants sans pourrir? Il y a belle lurette qu'on a dépassé la revendication initiale des étudiants qui visait à contester la hausse de 1625 \$ de droits de scolarité universitaire sur cinq ans décidée par le gouvernement. On est désormais rendu à réclamer la gratuité totale, la mise en tutelle administrative des recteurs des universités, l'assimilation des associations étudiantes à des organisations syndicales reconnues par les lois du travail. Du refus d'une hausse des droits de scolarité qui, ultimement, demeureront dans cinq ans les plus faibles au Canada, on est passé au stade d'un procès général et débridé de la société où tout est remis en question. Cette dérive ne fera aucun gagnant! Les étudiants risquent de perdre leur trimestre. Le gouvernement, qui a déjà proposé de nouvelles mesures pour les prêts et bourses et les modalités de remboursement des dettes étudiantes selon le revenu, peut difficilement reculer sans ouvrir la porte à toutes les revendications. Que faut-il faire pour résoudre cette crise? En tout cas, un drapeau blanc s'impose.

UN APPEL AU DIALOGUE



GUY FERLAND
 Professeur de philosophie au collège Lionel-Groulx.

Le seul geste susceptible d'enrayer la violence dans le cadre de la grève étudiante qui perdure depuis plus de 10 semaines consiste à établir un dialogue entre le gouvernement et les étudiants. Au-delà des appels au calme lancés de part et d'autre, pour rétablir un climat sain de complicité au lieu de celui d'affrontement, M. Charest devrait s'asseoir avec les représentants des étudiants et négocier des arrangements temporaires afin de réparer les pots cassés. Les revendications des étudiants sont limpides et la position du gouvernement est connue. Reste maintenant à négocier de bonne foi, tout en s'attendant à devoir faire des concessions des deux côtés de la table. Socrate donne encore l'exemple. Dialoguons afin de trouver un terrain d'entente commun. Respectons l'autre et tentons de le comprendre. Sinon, c'est l'affrontement qui continue et les blessures qui s'accumulent. Ce qui reste incompréhensible, c'est le refus du dialogue du gouvernement jusqu'à hier, comme si on avait voulu que la situation s'envenime, et les appels incessants au durcissement des positions de la part des leaders d'opinion comme ceux d'éditorialistes, d'animateurs d'émissions publiques et de commentateurs politiques. Il est plus que temps de réfléchir rationnellement aux moyens de se sortir de cette impasse.

Faites aussi valoir votre point de vue sur lapresse.ca/debats/debat-du-jour

À BIEN Y PENSER

DÉBATS

Dans le domaine de l'humour politique, Winston Churchill a placé la barre bien haute. On doit convenir que la dernière blague du premier ministre Charest relève plutôt de la farce plate que du génie. Mais s'est-il seulement aperçu qu'en assimilant le Nord du Québec à un goulag, il torpille lui-même son Plan Nord bien-aimé? Étonnant tout de même.

— Claude Livernoche, Maskinongé

LA GRÈVE ÉTUDIANTE

Six pistes de solution



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a proposé une trêve aux trois organisations étudiantes pour entamer un processus de discussion. Cela pourrait contribuer à dénouer la crise. Et cela aurait dû arriver avant.

Mais négocié quoi, quand on sait que le gouvernement Charest n'entend pas reculer sur la hausse des droits de scolarité, et que les trois associations étudiantes promettent d'en parler?

On pourrait maintenir telles quelles les premières hausses, mais étaler les autres.

Malgré les apparences, je crois qu'il y a matière à discussion – et donc possibilité de dénouement – sans que le gouvernement soit obligé d'abandonner son projet d'augmenter les droits de scolarité de 1625\$. Voici six pistes à explorer pour résoudre des problèmes concrets liés à cette hausse et donc de permettre aux étudiants de retourner en classe sans perdre la face.

La première piste, proposée par la Fédération étudiante universitaire du Québec, et bien accueillie par la ministre Beauchamp, c'est une discussion sur la gestion des universités. Elle est incontournable, mais pas très prometteuse pour dégager des marges de manœuvre.

La thèse de la FEUQ et de la FECQ, étayée par un document publié il y a quelques semaines, c'est qu'en coupant dans le gras, en gelant les dépenses administratives, on pourrait dégager des économies qui permettraient d'éviter les hausses des droits. Ça ne tient pas. Cette piste risque surtout de mener à l'exercice populiste qui consiste à scruter des allocations de dépenses et à s'indigner de quelques recteurs. Ça fait les manchettes, mais les résultats seront insignifiants. La chose pourra néanmoins être utile sur le plan de la transparence et de la démocratie universitaire.

Deuxième piste: étirer la hausse des droits dans le temps. La hausse de 325\$ l'automne prochain ne fera pas mal. Ni celle de l'année suivante. C'est le cumul des cinq hausses qui aura un impact, qui mène à un total de 1625\$ en cinq ans. On pourrait maintenir telles quelles les premières hausses, mais étaler les autres pour arriver au même résultat en sept ou huit ans plutôt qu'en cinq. Et donner ainsi plus de temps aux futurs étudiants pour s'ajuster.

Troisième piste: une discussion sur l'accessibilité, qu'acceptent les deux associations modérées, la FEUQ et la FECQ, qui s'opposent aux hausses non pas au nom d'une profession de foi idéologique, mais parce qu'elles estiment qu'elles fermeront les portes des universités à certains jeunes. Le gouvernement Charest est très bien équipé pour cette discussion. Les études et les avis dont il dispose montrent clairement que ce risque est marginal. Mais on pourrait dissiper beaucoup d'inquiétude en mettant sur pied un mécanisme de monitoring, une vigie, pour surveiller de très près les questions liées à l'accessibilité.

Quatrième piste: revenir avec une offre déjà faite par Québec en mars, l'enrichissement des prêts et bourses, quitte à la bonifier. Pas pour aider les plus pauvres, déjà bien protégés, mais ceux dont les revenus sont modestes ou moyens.

Cinquième piste: une autre ouverture du gouvernement, le remboursement proportionnel au revenu, que les associations étudiantes ont bêtement balayé d'un revers de main. C'est un outil puissant pour aider les diplômés dont les revenus resteront modestes.

Sixième piste: ouvrir la porte à des droits de scolarité variables selon les disciplines, pour que les diplômés payants coûtent plus cher. Une idée mise de côté parce que les recteurs ne s'entendent pas entre eux. Mais qui introduirait un élément d'équité horizontale.

Paradoxalement, le temps presse et ne presse pas. Il presse pour dénouer la crise actuelle et ne pas compromettre l'année académique. Mais il ne presse pas pour trouver des solutions. Comme l'impact des premières hausses est mineur, le Québec dispose d'un an ou deux pour discuter avec les étudiants ou tête posée et pour peaufiner son projet.

Un choix de société?

Auparavant, les décisions relatives aux droits de scolarité universitaires n'ont jamais fait l'objet de débats de société



MARC SIMARD
L'auteur est professeur d'histoire au collège François-Xavier-Garneau à Québec.

Depuis plusieurs années, déjà, une expression s'est imposée au Québec, celle de « choix de société ». Les partisans de la gauche l'utilisent pour défendre ce qu'ils considèrent comme des acquis sociaux dont ils estiment qu'il serait sacrilège de les modifier. Au cours des dernières années, on y a notamment eu recours pour défendre les CPE à 7\$, les bas tarifs d'électricité, la formule Rand, les soins de santé publics et le gel des droits de scolarité.

Or, bien peu de nos programmes et de nos institutions se qualifient comme « choix de société », puisque la plupart ont été mis en place par des gouvernements sans qu'il y ait de véritable débat, sinon entre les partis à l'occasion des campagnes électorales. Ainsi, la fondation des cégeps, l'établissement du régime d'assurance santé, la mise en place du « no fault » en assurance automobile ou la création des CPE, pour ne nommer que ceux-là, ont été principalement affaire de politiciens et de mandarins.

Pour qu'on parle de véritable « choix de société », il faut minimalement qu'il y ait un débat public assez large et que la décision gouvernementale fasse l'objet d'un consensus relatif. Dans notre histoire récente, on peut y inclure la nationalisation des entreprises productrices d'hydro-électricité

en 1962 (élection référendaire) et la mise en place de la Charte de la langue française en 1977 (après plus de 10 ans de discussions et d'affrontements). Certains programmes, comme l'assurance médicaments ou les CPE, sont devenus des « choix de société » après que la population en eut perçu les bénéfices.

Dans le débat qui se déroule au Québec en ce printemps 2012, celui portant sur l'augmentation des droits de scolarité, les partisans du gel présentent justement celui-ci comme un « choix de société ». Or, cet argument est une supercherie à plusieurs titres.

Pourquoi les leaders étudiants refusent-ils avec tant d'acharnement et de hargne ce « choix de société » et se vautrent-ils dans la désobéissance civile ?

D'abord parce que, contrairement à ce que plusieurs prétendent, les gens qui ont créé notre système d'éducation en 1963-1964 n'ont jamais voulu un système gratuit de la maternelle à l'université, la fréquentation de cette dernière étant payante dans leur esprit. D'ailleurs, aucun hurluberlu n'a réclamé la gratuité à cette époque ni dans les années suivantes. Les droits d'admission dans les cégeps, créés en 1967, sont très faibles parce que ceux-ci comportent un enseignement professionnel qui était autrefois donné

par les écoles techniques, associées au secondaire.

Les décisions relatives aux droits de scolarité universitaires depuis les années 60 n'ont jamais été l'objet de débats de société, mais ont été le fait de gouvernements ou de politiciens, le plus souvent pour des raisons partisanses.

Ainsi, en 1986, Robert Bourassa a refusé d'augmenter les droits parce qu'il en avait fait la promesse pendant la campagne électorale de 1985. Dédouané après les élections de 1989, il a laissé le ministre de l'Éducation Claude Ryan les tripler en trois ans. En 1994, c'est le premier ministre Parizeau qui a lui-même pris l'initiative de revenir au gel pour motif référendaire. Il y a bien eu débat en 1989 et en 2005, mais celui-ci était limité aux associations étudiantes et au gouvernement.

En ce printemps 2012, un véritable débat de société se tient sur les droits, entre partisans de leur augmentation, du gel ou de la gratuité. Les médias sont inondés d'interventions, les arguments sont débattus et rebattus, les élites comme monsieur Tout-le-Monde y participent. La décision du gouvernement Charest a été analysée sous toutes ses coutures et les sondages indiquent que la population l'approuve dans une proportion de 60 %.

Un « choix de société » est donc en train de se faire, mais au détriment des positions corporatistes défendues par les étudiants. Pourquoi leurs leaders, et une minorité d'entre eux, refusent-ils donc avec tant d'acharnement et de hargne ce « choix de société » et se vautrent-ils dans la désobéissance civile ?



PHOTO MARTIN ROY, LE DROIT
Occupation de l'Université du Québec en Outaouais par les étudiants.

Salaud et solidaire

Avec mes 4,1 % d'amis « riches », je paie « seulement » 41 % des impôts

PAUL GOURDEAU
L'auteur réside à Brossard.

Je suis un salaud, comme me l'a bien fait remarquer un manifestant à ma sortie du Salon Plan Nord vendredi. Eh oui! Un de ces « riches » (quel horrible mot), exploiteur, sale libéral (je n'ai jamais fait de politique de ma vie) et autres épithètes que je n'ose répéter qui m'ont été attribuées par les cinq ou six petits groupes aux carrés rouges rencontrés sur ma route.

J'imagine que dès qu'on porte un habit et une cravate, on est une race à abattre.

Après avoir été tenu en otage pendant quelques heures au Palais des congrès, je marchais paisiblement rue De La Gauchetière pour retourner au bureau, bien en retard, quand un autre manifestant (portant le foulard d'usage) m'a bousculé au passage et m'a lancé une autre insulte. Pas pour me blesser, juste assez pour tenter de me provoquer.

Je l'avoue, je suis un salaud d'après les critères de plusieurs ces jours-ci. Je fais partie de la tranche de 4,1 % des contribuables dits « riches » qui gagnent plus de 100 000\$ par année et qui paient « seulement » 41 % du total des impôts qui servent à notre « sale gouvernement » à payer nos hôpitaux, nos garderies ainsi que nos cégeps et universités. Je ne me plains pas de mon niveau d'imposition. J'ai parfaitement

conscience que je suis bien chanceux d'être dans ma situation.

Évidemment, ce n'est pas que de la chance. Je suis allé au cégep, j'ai eu un diplôme et ensuite trouvé du travail. J'ai remboursé mes prêts étudiants. Je suis retourné aux études à l'université et me suis de nouveau endetté. J'ai ensuite trouvé un bon boulot dans une excellente entreprise et recommencé à rembourser mes prêts.

J'ai de la sympathie pour la cause des étudiants, mais leurs leaders ne sont-ils pas aussi entêtés que ceux qu'ils accusent d'être intransigeants ?

Voilà de cela 24 ans. Je travaille toujours dans la même entreprise, où je fais un travail passionnant et palpitant, qui me permet aussi de très bien gagner ma vie. Je paie beaucoup d'impôts, n'achète rien « au noir », donne généreusement à plusieurs organismes de charité et suis sincèrement content de contribuer au bien-être de notre société. Je suis d'accord pour faire ma part en fonction de mes moyens.

Malheureusement, je ne suis pas aussi « solidaire » que l'individu qui m'a

bousculé et insulté vendredi, car je ne manifeste pas, ne revendique pas, et je ne casse rien. Je suis un salaud, car avec mes 4,1 % d'amis riches, on paie seulement 41 % de la facture. D'après les statistiques, plus de 50 % des contribuables ne paient pas d'impôts sur le revenu au Québec. Nous vivons dans une société parmi les plus égalitaires du monde en ce qui concerne la redistribution de la richesse.

La vraie solidarité, dit la CLASSE et autres revendicateurs, c'est la « gratuité scolaire » où on fait payer les autres, surtout ces salauds de « riches », ces exploitateurs. Tout à moi, tout m'est dû, et que les autres paient pour moi. Il me semble qu'ils ont mal compris le sens du mot solidarité à la CLASSE.

J'ai de prime abord de la sympathie pour la cause des étudiants, mais leurs leaders ne sont-ils pas aussi entêtés que ceux qu'ils accusent d'être intransigeants? Oui, la ministre Beauchamp et M. Charest se montrent inflexibles, mais avons-nous entendu une seule fois les leaders étudiants dire autre chose que c'est le gel ou rien (ou la gratuité dans le cas de la CLASSE)? Faut être deux pour danser.

Je souhaite que cette question se règle rapidement, mais il faudrait ajouter un cours obligatoire pour tous les étudiants du Québec sur le vrai sens des mots solidarité, efforts, responsabilité, et aussi sur le sens du devoir civique.

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453
www.lapresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS 514.285.6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES 514.285.7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ 514.285.6931

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse. Bénédictine dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. Inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

GAGNEZ MITSUBISHI i MIEV

LA TOUTE
NOUVELLE



Véhicule Électrique Innovateur de Mitsubishi

E

ÉCOLOGIQUE ÉCONOMIQUE ÉLECTRIQUE



PRESTIGE MITSUBISHI

7050 RUE SAINT-JACQUES
TEL: 514-333-3333

MITSUBISHIPRESTIGE.COM

CERTAINES
CONDITIONS
S'APPLIQUENT

PARTICIPEZ
DU 26 MARS
AU 25 AVRIL
2012

MITSUBISHIPRESTIGE.COM/I-MIEV



MITSUBISHI
MOTORS